



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Analyse des incitations par les prix pour les bovins au Burkina Faso pour la période 2005–2013

Avril 2015

Analyse des incitations par les prix pour les bovins au Burkina Faso pour la période 2005–2013

Avril 2015

Cette note technique est un produit du programme de Suivi et Analyse des Politiques Agricoles et Alimentaires (SAPAA). Elle sera mise à jour dès que de nouvelles données seront rendues disponibles.

Le programme SAPAA est mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) en collaboration avec l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) et les partenaires nationaux dans les pays participants. Elle est soutenue financièrement par la fondation Bill et Melinda Gates, l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) et la Hollande.

L'analyse présentée dans ce document est le résultat du partenariat établi avec la DGESS du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans le contexte du programme SAPAA.

Cette note technique a été préparée par Cissé Kadari de la DGESS et Alban Mas Aparisi de la FAO, avec le soutien et les contributions de Richard Guissou et Francine Ilboudo de la DGESS.

Pour plus d'informations : www.fao.org/in-action/mafap

Citation recommandée:

FAO. 2015. *Analyse des incitations par les prix pour les bovins au Burkina Faso*. Série de notes techniques, SAPAA, par Kadari, C. et Mas Aparisi, A., Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2015

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

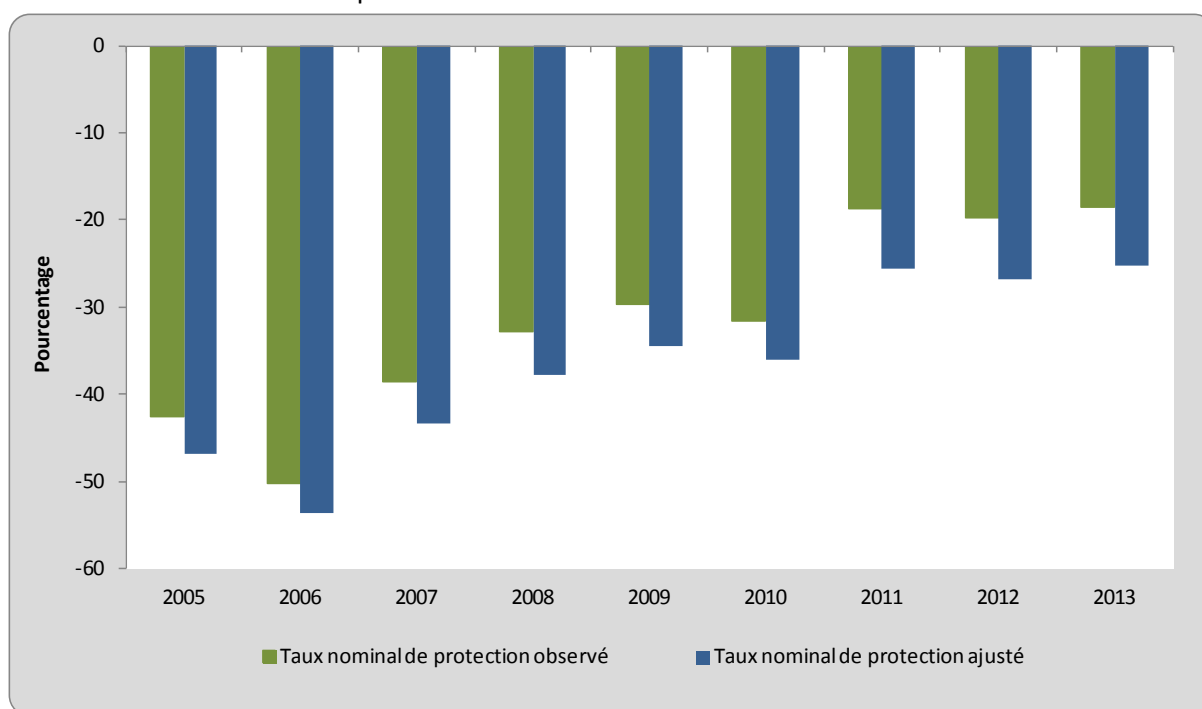
RÉSUMÉ DE LA NOTE	v
CONTEXTE DU PRODUIT	v
DYNAMIQUES EXPLICATIVES	vi
1. OBJET DE LA NOTE.....	1
2. CONTEXTE DU PRODUIT	3
PRODUCTION.....	3
CONSOMMATION/UTILISATION.....	6
COMMERCIALISATION ET ÉCHANGES	7
DESCRIPTION DE LA FILIÈRE	10
DÉCISIONS ET MESURES DE POLITIQUES	12
3. MÉTHODOLOGIE.....	17
4. BESOINS EN DONNÉES, DESCRIPTION ET CALCUL DES INDICATEURS.....	21
STATUT D'ÉCHANGE DU PRODUIT	21
AXE DE COMMERCIALISATION ANALYSÉ.....	21
PRIX ÉTALON.....	23
PRIX DOMESTIQUE	24
TAUX DE CHANGE.....	25
COÛTS D'ACCÈS	25
BUDGET ET AUTRES TRANSFERTS	28
AJUSTEMENTS DE QUALITÉ ET DE QUANTITÉ	30
VUE D'ENSEMBLE DES DONNÉES	30
SYNTHÈSE DES INDICATEURS	32
5. RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION.....	35
6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	44
LIMITES	45
BESOINS EN RECHERCHE APPROFONDIE.....	46
BIBLIOGRAPHIE.....	47

RÉSUMÉ DE LA NOTE

Produit:	Bovins
Période d'analyse:	2005-2013
Statut d'échange:	Exporté sur toute la période

CONTEXTE DU PRODUIT

- Les bovins représentent la deuxième race la plus importante, en nombre de têtes, du cheptel total burkinabè et la principale en valeur.
- La production de bovins croît de manière linéaire, avec une augmentation de 1,9 pourcent par an en moyenne sur la période 2005-2013, le nombre de têtes étant passé de 7,6 à 8,8 millions.
- La viande ne représente que 1,6 pourcent de l'apport nutritionnel des burkinabè sur la période, et seuls 2,5 pourcent des bovins produits sont commercialisés. Cependant les bovins jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire par leur fonction de stock et de capital.
- Les bovins burkinabè sont exportés sur pied, en raison de la faiblesse des capacités nationales de transformation de la viande (infrastructures manquantes). Les bovins représentent 6 pourcent des recettes totales d'exportation du pays en 2013. Le Nigéria est le principal pays de destination des bovins du Burkina Faso, suivi du Ghana et de la Côte d'Ivoire.
- Le gouvernement burkinabè a mis peu de politiques de soutien de la filière en place. Les transferts budgétaires vers cette filière demeurent faibles, en dépit de ventes à prix subventionnés d'aliment pour le bétail.



Le Taux Nominal de Protection (TNP) observé (barre verte) dans le graphique ci-dessus mesure l'effet des distorsions de politiques et des performances générales du marché sur les incitations par les prix pour les producteurs. Le TNP ajusté (barre bleue) reflète les mêmes éléments que le TNP observé ainsi que les distorsions de marché qui résulteraient d'inefficiences dans la filière ainsi que du désalignement du taux de change.

DYNAMIQUES EXPLICATIVES

- Sur l'ensemble de la période, les producteurs ont obtenu des prix inférieurs aux prix de référence calculés par le SAPAA à partir des prix FOB à la frontière du Bénin.
- L'organisation inefficace de la filière, avec un faible pouvoir de marché des producteurs et des exportations à pertes, reflètent la situation entre 2005 et 2011. Les grossistes ont ainsi bénéficié de prix proches des prix FOB et ont offert des prix bas aux producteurs.
- En 2012 et 2013, les prix producteurs se sont fortement rapprochés des prix FOB et des prix grossistes, avec un rééquilibrage des prix dans la filière. Les pénalisations par les prix pour les producteurs ont diminué mais sont restées conséquentes, et les pénalisations par les prix pour les grossistes ont augmenté. Un choc d'offre a pu engendrer cette hausse des prix producteurs relativement aux prix grossistes, ainsi qu'une amélioration relative dans l'organisation de la filière.
- Les marges élevées, les coûts de transport élevés, le grand nombre d'intermédiaires ainsi que les frais et taxes illicites ou inefficaces ont contribué à grever le niveau des prix dans la filière.
- Les transferts budgétaires vers la filière bovine ont eu un effet de soutien à la production très modique, comparé à la pénalisation représentée par le faible niveau de prix prévalant dans la filière, du fait de son inefficace et de son manque de structuration.

1. OBJET DE LA NOTE

Cette note technique mesure, analyse et interprète les incitations par les prix dans la filière bovine au Burkina Faso pour la période 2005-2013.

À cette fin, nous comparons les moyennes annuelles des prix au producteur et au marché de gros avec les prix de référence calculés sur la base du prix du même produit sur le marché sous-régional. Les écarts entre les prix de référence et les prix le long de la filière indiquent dans quelle mesure il peut exister des incitations (écarts positifs) ou des pénalisations (écarts négatifs) au niveau de l'exploitation et au niveau du marché de gros. Le taux nominal de protection (TNP) permet d'exprimer ces écarts en termes relatifs. Cet indicateur clé est utilisé afin de mettre en évidence les effets des politiques et des écarts de développement des marchés sur les prix.

La note commence par un bref examen de la production, de la consommation/utilisation, du commerce du bétail et des décisions de politiques et mesures affectant le marché de ce produit (Partie 2). Elle fournit ensuite une description détaillée de la méthodologie utilisée (Partie 3) et de la façon dont les éléments clés pour l'analyse des prix ont été obtenus (Partie 4). Les indicateurs MAFAP/SAPAA sont ensuite calculés avec ces données et interprétés par une mise en relation avec les politiques existantes et les caractéristiques du marché (Partie 5). Des conclusions et recommandations politiques sont enfin formulées sur la base de cette interprétation ; ainsi que les limites de l'analyse et les domaines nécessitant une recherche plus poussée (Partie 6).

Les résultats de cette analyse sont destinés aux acteurs impliqués dans l'élaboration des politiques agricoles et alimentaires. Ils peuvent aussi servir à nourrir un dialogue politique fondé sur des faits concrets au niveau national ou régional.

Cette note technique ne doit pas être interprétée comme une analyse de la filière ou une description détaillée de la production, de la consommation ou de la structure des échanges. Toutes les informations relatives à ces domaines sont présentées uniquement dans le but de fournir des éléments de contexte sur le produit étudié et d'aider à comprendre les grandes tendances de façon à faciliter l'interprétation des indicateurs. Les informations de cette note technique ont été revues et validées par les membres de l'équipe technique au sein du Ministère en charge de l'agriculture, le secrétariat technique MAFAP à la FAO et le CIRAD.

2. CONTEXTE DU PRODUIT

Au Burkina Faso, le contexte de la filière bovine est indissociable de celui, plus général, de l'élevage. L'élevage contribue de manière significative à la croissance de l'économie, représentant en moyenne 18 pour cent du PIB (PNDEL, 2010) et 27,7 pour cent du PIB agricole sur la période 1999-2008, contre 57,3 pour cent de ce dernier pour la production végétale et 7,2 pour cent pour le bois, la pêche et la chasse. En termes absolus, la valeur ajoutée du sous-secteur de l'élevage est passée de 259 milliards de FCFA en 2001 à 416 milliards FCFA en 2009. Cette valeur ajoutée a connu une croissance de 2,7 pour cent en 2011 contre 2,3 pour cent en 2010.

Par ailleurs l'élevage offrait, en 2009, une rentabilité moyenne (recettes/dépenses) de 19,5 pour cent contre 8,5 pour cent pour la production végétale et 25,3 pour cent pour les produits de la sylviculture, de la pêche et de la chasse (DGPER, 2012). Les estimations réalisées par l'Initiative Élevage, Pauvreté et Croissance (IEPC) (2004) indiquent des gains bruts moyens de 59 000 FCFA pour les producteurs de bovins. L'embouche bovine procurerait 33 000 FCFA de gain brut par tête et l'exportation de bovins engendrerait une marge brute de 40 000 à 85 000 FCFA par tête tandis que l'abattage et la commercialisation de la viande rouge généreraient des marges brutes de 100 à 191 FCFA par kilogramme.

En matière de lutte contre la pauvreté, le sous-secteur de l'élevage, en particulier la filière bétail viande, joue un rôle important, surtout en milieu rural, à travers la création d'emplois et la génération de revenus. L'élevage génère actuellement des emplois directs en équivalent plein temps pour plus de 900 000 personnes pour la production et 60 000 à 90 000 autres pour les activités de transformation et de commercialisation.

PRODUCTION

L'effectif du cheptel burkinabè est constitué essentiellement des bovins, des ovins et des caprins. Il enregistre une progression permanente, avec des taux d'accroissement annuels estimés à 2 pour cent pour les bovins et 3 pour cent pour les ovins et caprins (ministère des Ressources Animales, 2007). En valeur, le cheptel est passé de 35 milliards de FCFA en 1966 à 215 milliards en 1991 puis à 1 142,3 milliards de FCFA en 2009 (IEPC, 2009).

Même si elle ne constitue pas la race la plus importante en matière d'effectif parmi les trois espèces (deuxième après les caprins), la race bovine est celle dont la production est la plus rentable financièrement et constitue de ce fait, l'objet de l'étude.

Sur la période 1961-2011, l'effectif des bovins a connu une tendance haussière, avec une accélération de la croissance à partir de 1984. Cette accélération est attribuable au souci des responsables du secteur de l'élevage de redynamiser celui-ci depuis les années 1950 à travers, entre autres, l'introduction des cultures fourragères¹ dans les zones agropastorales.

Ainsi, selon Dianda et Vokouma-Tapsoba (1998) cités par Kagoné (2001), plusieurs programmes d'expérimentation et de vulgarisation ont été conduits tels que:

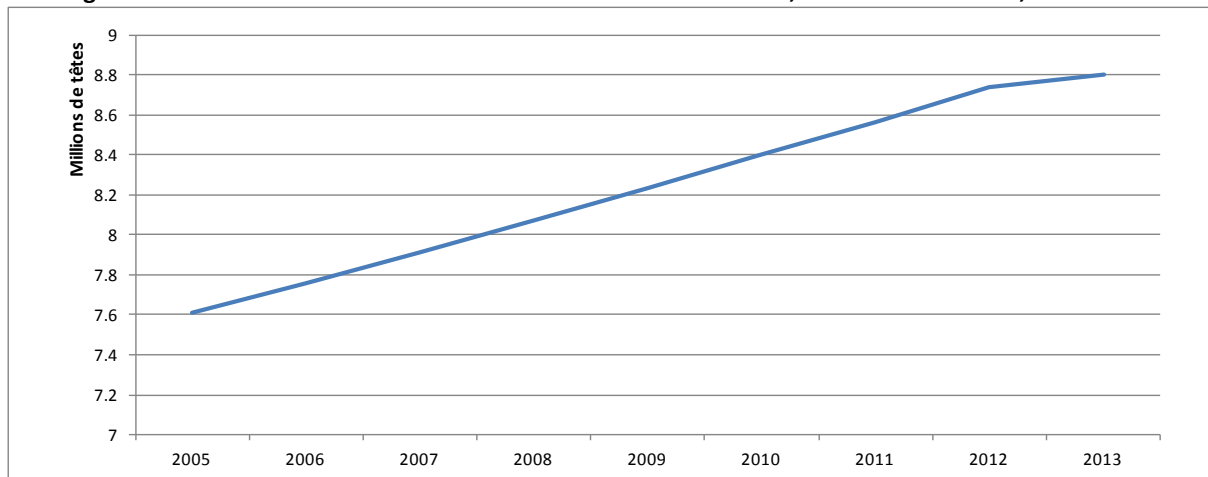
- le programme élargi d'assistance technique de la FAO qui a expérimenté, dès 1950, une vingtaine d'espèces de légumineuses et de graminées dans les stations d'élevage de Samandéni, de Banakélédaga et dans la cour du service de l'élevage de Bobo-Dioulasso;

¹ Les cultures fourragères entrent dans l'alimentation du bétail.

- le programme d'essais sur des légumineuses et des graminées conduit à partir de 1965 à la station d'élevage de Markoye en zone sahélienne;
- le programme «cultures fourragères» de l'Institut de recherches agronomiques tropicales (IRAT) dont les tests de comportement ont démarré en 1961 dans les stations de Saria (zone nord-soudanienne) et de Farako-Ba (zone sud-soudanienne).

Tous ces efforts, doublés de l'intérêt des opérateurs pour la pratique de l'élevage au Burkina Faso, ont contribué à accroître le niveau de production de l'espèce bovine de 15,6 pour cent entre 2005 et 2013, passant de 7,6 millions à 8,8 millions de têtes (Figure 1). La production a cependant progressé de manière linéaire, avec un taux de croissance annuel de 1,9 pourcent sur la période. Malgré la progression des cultures fourragères, la production se heurte de plus en plus à un manque d'aliment pour le bétail car les terres de pâturages se raréfient et la consommation humaine entre en compétition avec la consommation animale pour certains produits comme le maïs. Le gouvernement adopte donc, en particulier depuis 2010, de multiples décisions politiques de nature à accroître la disponibilité d'aliment bétail à un prix abordable (cf. DÉCISIONS ET MESURES DE POLITIQUES).

Figure 1: Évolution du nombre de têtes de bovins au Burkina Faso, en millions de têtes, 2005-2013



Source: FAOSTAT, 2013

Les grands traits caractéristiques du secteur de l'élevage sont sa faible productivité avec un taux de mortalité total de 38.5 pourcent (DGPER, 2010) et la dominance du mode extensif d'élevage. L'élevage sédentaire extensif est le mode d'élevage majoritaire avec environ 71 pour cent des ménages producteurs qui le pratiquent (Tableau 1).

Tableau 1. Proportion des ménages suivant le type d'élevage pratiqué par région au Burkina Faso, en %, 2008

	Transhumant	Sédentaire extensif	Sédentaire semi-intensif	Sédentaire intensif
Boucle du Mouhoun	4,5%	91,8%	3,8%	0%
Cascades	7,3%	90,3%	0%	2,4%
Centre	9,4%	82,7%	7,9%	0%
Centre-Est	6,0%	86,1%	8,0%	0%
Centre Nord	18,6%	71,2%	9,8%	0,3%
Centre Ouest	1,6%	98,1%	3%	0%

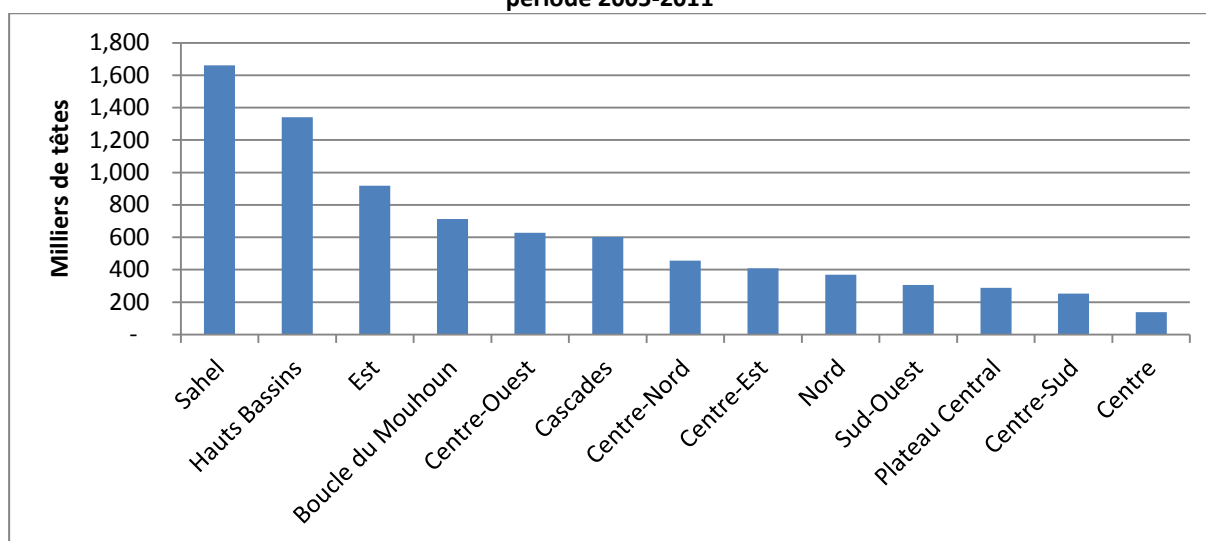
Source: Recensement général de l'agriculture, 2008

Les différents types d'élevage se définissent comme suit:

- l'élevage **transhumant** se caractérise par des mouvements cycliques de déplacement de la majeure partie du troupeau;
- l'élevage **sédentaire extensif** se caractérise par des déplacements plus courts qui se limitent à l'intérieur de l'aire d'influence du village;
- l'élevage **sédentaire semi intensif** se caractérise par une moindre dépendance des animaux aux ressources naturelles et à l'espace que ceux de l'élevage extensif, ceux-ci ne s'éloignent pas du lieu de production. Cependant, ce système se caractérise par un investissement souvent assez faible en bâtiments et équipements d'élevage, et par un recours plus important à des intrants alimentaires et vétérinaires;
- l'élevage **intensif** quant à lui, se caractérise par un haut niveau d'investissement en infrastructures d'élevage, une utilisation importante d'intrants alimentaires et vétérinaires. Les animaux sont maintenus en permanence à l'intérieur du bâtiment d'élevage et n'offrent qu'une très faible dépendance vis-à-vis de l'espace et des ressources naturelles. L'élevage devient ainsi une entreprise et a souvent recours à des races exotiques (importées).

Les régions à plus forte concentration bovine (effectifs annuels moyens de plus de 600 000 têtes) sont les régions du Sahel et des Hauts Bassins, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest (Figure 2).

Figure 2: Effectif moyen des bovins par région au Burkina Faso, en milliers de tête, moyenne annuelle sur la période 2005-2011



Source : DGPSE, 2012

CONSOMMATION/UTILISATION

La part du cheptel qui est destinée à la consommation de viande locale est estimée dans le cas présent par les effectifs des abattages contrôlés dans le pays, faute de disposer d'information sur l'ensemble de la consommation de bétail. Entre 2005 et 2010, l'effectif des abattages contrôlés de bovins varie entre 173 000 et 225 000 têtes par an selon l'annuaire statistique du secteur de l'élevage. Le nombre de bovins abattus représente une part minime de la production totale, se situant autour de 2,5 pourcent par an sur la période (Tableau 2). Ceci s'explique principalement par le faible taux de commercialisation des bovins, dont la majeure partie demeure conservée sous forme de capital destiné à être vendu en dernier recours, utilisée pour les travaux des champs, et stockée pour le prestige social. En ce sens, les bovins apportent une contribution essentielle à la sécurité alimentaire dans le pays. Ils représentent ainsi un capital qui protège les ménages ruraux des différents chocs exogènes frappant régulièrement les productions agricoles végétales.

Le nombre très limité d'infrastructures d'abattage et le manque de développement général de la filière (organisation des acteurs, mise en place d'une véritable chaîne de valeur avec une collaboration des différents acteurs de la filière bétail viande) contribuent également à freiner la consommation de viande bovine. La viande de bœuf, par conséquent, ne représente pas à ce jour une composante majeure de l'alimentation des burkinabè. Sa part dans l'apport nutritionnel total de la population (kilocalories/habitant/jour) est ainsi estimée, en moyenne, à 1,6 pourcent sur la période 2005-2011 (FAOSTAT, 2014).

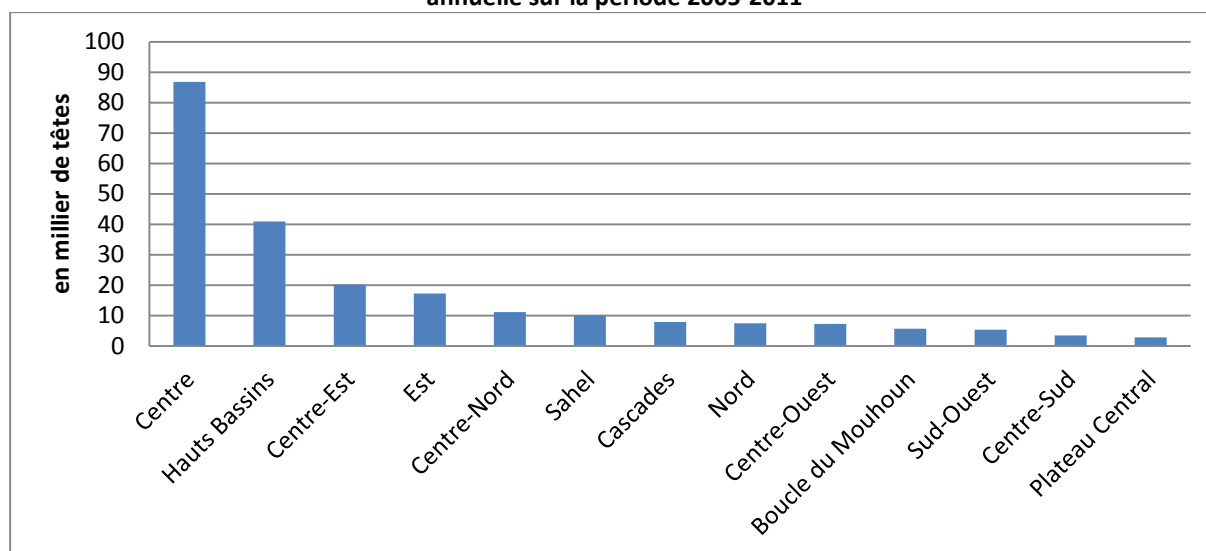
Tableau 2. Abattages contrôlés de bovins au Burkina Faso, production et ratio des abattages sur la production, en têtes et en %, 2005-2012

Espèce	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bovins abattus	200 451	201 515	186 170	212 519	217 168	225 381	226 111	250 297
Stock total	7 607	7 759	7 914	8 072	8 234	8 398	8 566	8 738
Ratio des bovins abattus sur le stock total	2,6%	2,6%	2,4%	2,6%	2,6%	2,7%	2,6%	2,9%

Source : Annuaire des statistiques du secteur de l'élevage et FAOSTAT, 2014

Il est à noter que les bovins ne proviennent pas nécessairement des régions où ils sont abattus. Ainsi, la région Centre, qui abrite la capitale Ouagadougou, est le plus grand pôle de consommation de viande bovine avec un abattage annuel de 85 000 têtes, tandis que cette même région est la plus faible zone de production. La deuxième ville du pays, Bobo-Dioulasso, se situe dans la région des Hauts-Bassins qui est le deuxième centre de consommation avec plus de 40 000 têtes abattues par an, en moyenne (voir Figure 3).

Figure 3: Effectif moyen des bovins abattus par région au Burkina Faso, en millier de têtes, moyenne annuelle sur la période 2005-2011



Source: DGPSE, 2011

COMMERCIALISATION ET ÉCHANGES

Au Burkina Faso, les bovins sont exportés sur pied en raison de la faiblesse des capacités de transformation de la viande, faute d'infrastructures en abattoirs et équipements frigorifiques. On ne signale pas d'importations de bovins dans le pays, qui est en 2013 le quatrième producteur sous-régional juste derrière le Nigéria, le Mali et le Niger (FAOSTAT, 2013).

En valeur absolue, les recettes d'exportation des produits d'élevage ont augmenté de 113 pourcent entre 2005 et 2013. Néanmoins, sur la même période, la part des exportations des produits de l'élevage dans les recettes totales d'exportation a connu une baisse notable, passant de 15 pourcent en 2005 à 6 pourcent en 2013 (Tableau 3). Cette tendance structurelle est dû à la forte progression des autres produits d'exportation sur la période. En effet, l'espèce bovine est le quatrième pourvoyeur de devises au Burkina Faso après l'or, le coton et le sésame (INSD, 2010).

Tableau 3: Part des produits de l'élevage dans les recettes totales d'exportations au Burkina Faso, en %, 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits d'élevage (milliards FCFA)	37,5	45,7	45,5	50,7	60,3	65,5	71,7	78,5	83,0
Recettes totales d'exportations (milliards FCFA)	249,9	310,3	299,5	310,2	425,2	785,2	1 129,5	1 222,4	1 354,1
Part des produits de l'élevage	15 %	14,7%	15,2%	16,3%	14,2%	8,3%	6,3%	6,4%	6,1%

Source : IAP, 2013

En termes d'effectifs (têtes), les bovins sont la troisième espèce exportée avec une part moyenne d'environ 22 pour cent, après les ovins (26 pour cent) et les caprins (32 pour cent), selon l'annuaire statistique du secteur de l'élevage de 2011 (Tableau 4).

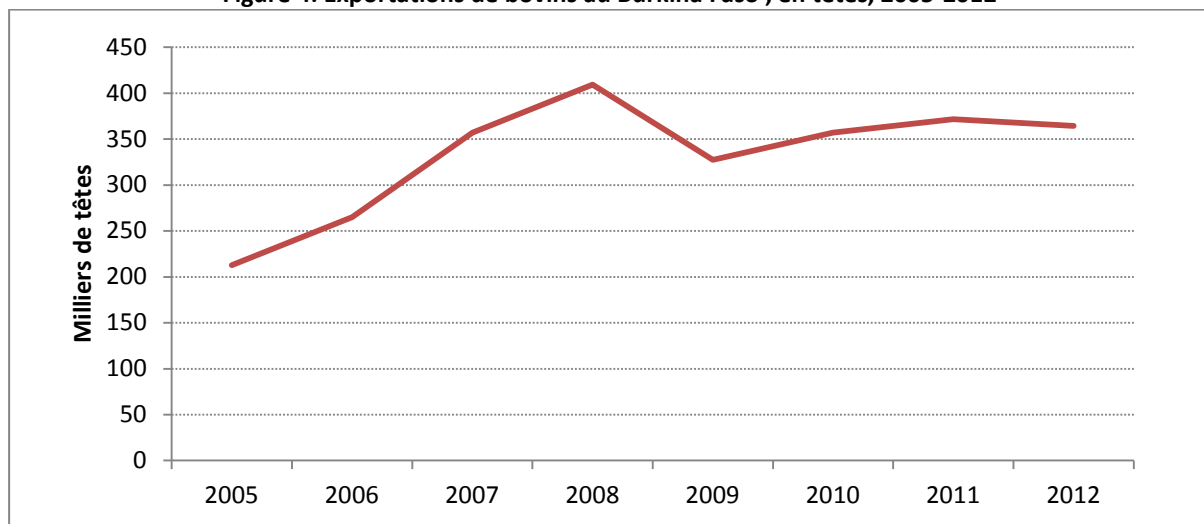
Tableau 4: Exportations des espèces animales au Burkina Faso, en têtes, 2005-2012

Espèce	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Part
Asins	8 927	15 026	14 871	14 020	21 123	26 928	33 214	18 595	1%
Bovins	204 238	265 161	357 038	409 332	327 586	357 144	371 873	364 555	21%
Camelins	24	17		33	4	34	14	177	0%
Canins	5	0	20	0	10	610	1 294	2 545	0%
Caprins	248 554	315 578	404 483	523 313	643 081	758 017	744 782	576 815	32%
Équins	8	8	24	22	373	19	20	50	0%
Ovins	301 196	340 676	340 350	428 189	486 517	581 796	586 082	417 203	27%
Porcins	9 524	118	240	171	50	1 478	1 328	1 276	0%
Volailles	329 341	111 049	87 831	189 971	345 326	403 982	556 634	468 732	18%

Source: DGPSE, 2013.

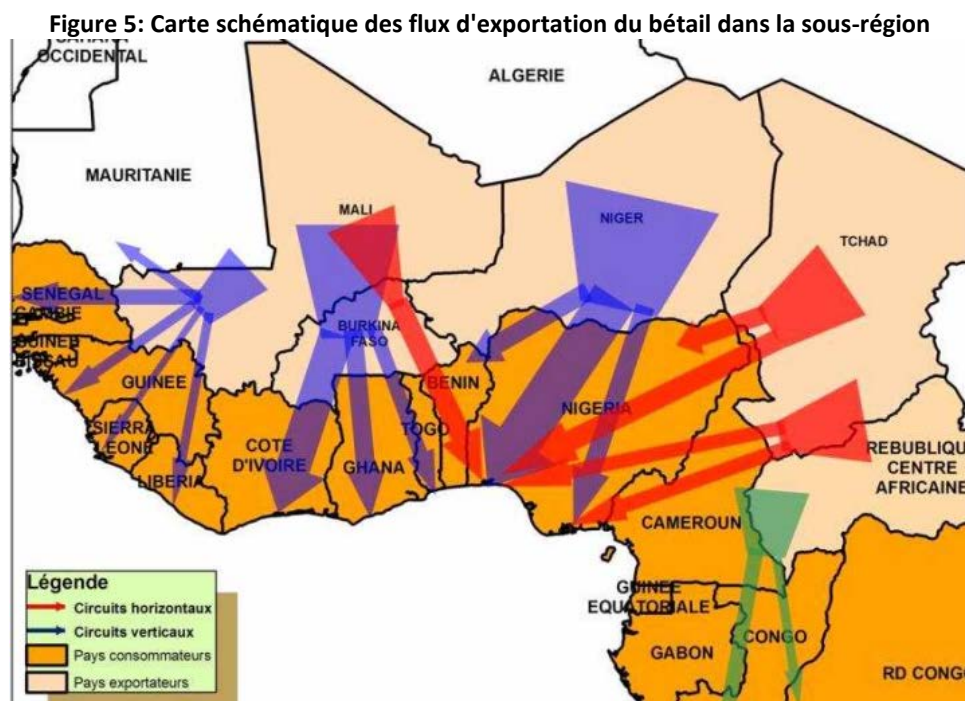
Même s'il connaît une légère baisse entre 2008 et 2009, l'effectif des bovins exportés présente une nette tendance haussière entre 2005 et 2012 (voir Figure 4).

Figure 4: Exportations de bovins au Burkina Faso , en têtes, 2005-2012



Source: DGPSE, 2013

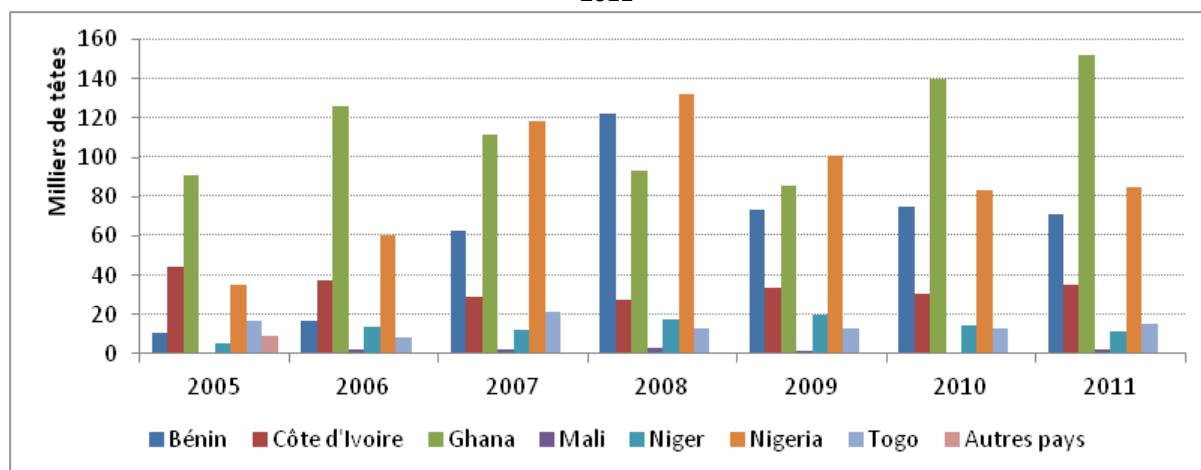
Les flux externes des produits de l'élevage, particulièrement les échanges de bovins, ne vont pas au-delà des limites de la sous-région. Les flux externes des bovins correspondent à deux circuits de commercialisation : circuits traditionnels séculaires verticaux (du Nord vers les pays côtiers), et circuits plus récents horizontaux, convergeant vers le Nigéria dont la demande domestique est considérable (Figure 5).



Source: IRAM, 2010

Les principaux pays de destination des bovins exportés sur la période 2005-2011, tels qu'enregistrés par la douane, sont le Ghana et le Nigéria. Le Bénin est le troisième principal pays destinataire des bovins burkinabè, et il est avéré par des enquêtes SAPAA auprès des exportateurs que la majeure partie des bovins exportés au Bénin sont ensuite acheminés vers le Nigéria (Figure 6). Les exportateurs ont également confirmé que le Nigéria représentait la première destination des exportations de bovins provenant du Burkina Faso.

Figure 6: Exportations de bovins sur pied par pays de destination au Burkina Faso, en milliers de têtes, 2005-2011



Source: DGPSE, 2011

Les exportations de bovins du Burkina Faso devraient continuer à s'accroître dans les années à venir, compte tenu de la demande croissante pour la viande au Nigéria, qui n'est pas en mesure de satisfaire les besoins de ses consommateurs sur la base de sa production domestique. Par ailleurs, on note une réduction des importations de viande européenne et/ou américaine dans toute la sous-région et le recours graduel à l'offre sous régionale. Ceci est entraîné par la baisse de la confiance des consommateurs de viande, principalement des classes moyennes et aisées urbaines, envers la viande européenne suite à l'épidémie d'Encéphalite Spongiforme Bovine (ESB), ainsi que par la hausse des prix internationaux de la viande.

DESCRIPTION DE LA FILIÈRE

Depuis le premier maillon de la filière que sont les producteurs, jusqu'aux consommateurs, différents acteurs aux rôles bien spécifiques interviennent tout au long de la filière, soit pour vendre, soit pour acheter, soit pour transformer et mettre à la disposition des consommateurs des produits adaptés à leurs besoins. Une des caractéristiques de la commercialisation dans la filière bétail-viande est le caractère informel des relations entre les acteurs. Toutes les transactions sont basées sur des relations de confiance entre personnes qui se connaissent de longue date.

D'une manière générale, il existe pour chaque produit animal, deux types de circuits:

(i) **un circuit court**: il est caractérisé par l'approvisionnement de proximité, l'autoconsommation, le ravitaillement direct des centres urbains et des exportations marginales s'effectuant lors des transhumances. Les acteurs du circuit court échappent, le plus souvent, aux contrôles sanitaires et fiscaux;

(ii) **un circuit long**: ce circuit est plus structuré et concerne les animaux passant sur les marchés, dans les abattoirs et l'essentiel des exportations. Ce circuit s'organise autour de six grands groupes d'agents que sont les éleveurs, les collecteurs, les commerçants, les transformateurs, les détaillants et les consommateurs. Ces différents acteurs évoluent dans les trois principales étapes de la filière: production, transformation et commercialisation (commerce domestique et exportation).

Les éleveurs ou producteurs sont les agents qui ont la charge de la production des animaux et qui décident de les mettre sur le marché. Le système d'élevage au Burkina Faso est un système d'élevage mixte combinant les différentes espèces animales. Cependant, avec le développement de l'embouche, on rencontre de plus en plus d'éleveurs qui se spécialisent soit dans l'embouche bovine, soit dans l'embouche ovine.

Les collecteurs apparaissent comme les acteurs les plus proches des producteurs et ont la charge de collecter les animaux sur les marchés de regroupement. Ils travaillent en général de façon coordonnée, avec divers partenaires : intermédiaires, démarcheurs, employés des exportateurs, convoyeurs à pied ou bergers.

Les commerçants de bétail et les exportateurs achètent généralement les animaux auprès des collecteurs sur les marchés de regroupement. Il arrive que les commerçants négocient directement les animaux auprès des éleveurs. Les animaux achetés par les commerçants sont ensuite transférés sur les marchés terminaux nationaux ou extérieurs, principalement dans les pays côtiers comme la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Nigéria.

Au niveau du maillon de la **transformation**, les principaux acteurs sont les chevillards, les bouchers abattants et les bouchers détaillants:

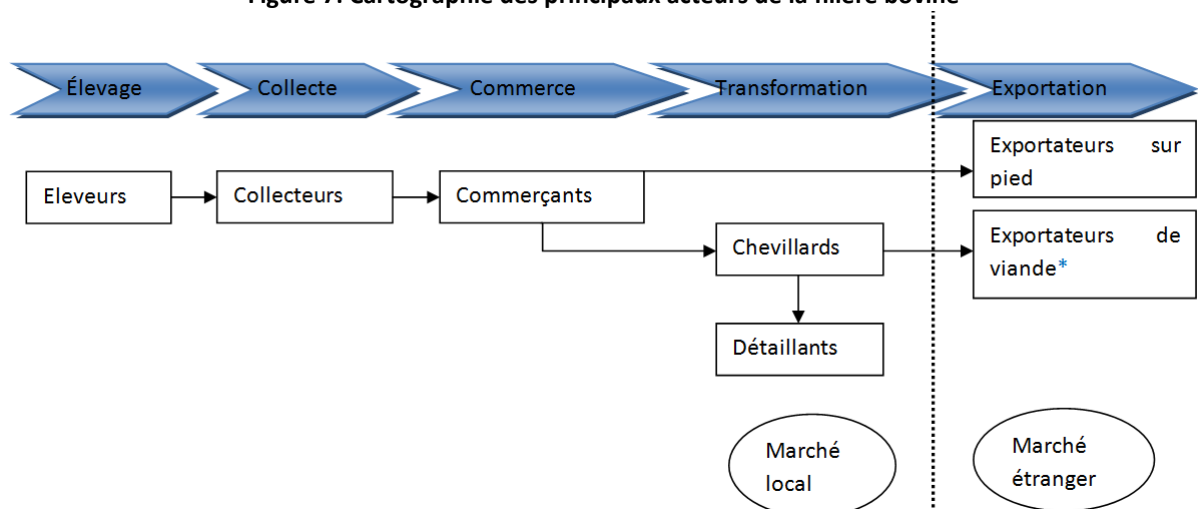
- les **chevillards** sont capables d'abattre un tonnage important et livrent de la viande à des détaillants, généralement à crédit. Ce crédit en nature doit être remboursé soit en fin de journée, soit le lendemain matin avant la nouvelle livraison, ou encore à une périodicité convenue;
- les **bouchers** abattants opèrent pour leur propre compte. Ils abattent une faible quantité d'animaux et se chargent de la vente sur les marchés de consommation;
- les **bouchers détaillants** achètent à crédit auprès du boucher-abattant ou des chevillards un quartier de bœuf ou une carcasse de petit ruminant. Le règlement de la dette se fait habituellement dès la vente terminée pour ensuite bénéficier d'un crédit le lendemain.

En plus de ces acteurs qui interviennent directement dans la filière, il existe des intermédiaires aussi appelés acteurs indirects. Entre les collecteurs et les commerçants exportateurs, les acteurs suivants interviennent:

- **les intermédiaires** : ce sont les logeurs qui sont des vendeurs qui assurent l'intermédiation entre les collecteurs et les acheteurs. Ils répondent en cas de vol de l'animal et aident les acheteurs à remonter jusqu'au campement d'origine en cas de disparition de l'animal. Ils sont rémunérés par l'une et/ou l'autre des parties (acheteur et vendeur);
- **les démarcheurs** vivent de la spéculation. Ils achètent les animaux à crédit, tirent un bénéfice en les cédant à des exportateurs et paient le vendeur;
- **les convoyeurs à pied ou bergers** sont des acteurs très importants sur les marchés de ramassage, surtout pour l'acheminement des animaux que les collecteurs ont réussi à acquérir auprès des éleveurs entre deux marchés. Ces convoyeurs sont chargés de conduire les animaux jusqu'au marché, de les y garder et surveiller durant toutes les négociations et transactions. Ils sont rémunérés par tête de bétail convoyée.

Les interactions entre les principaux acteurs de la filière sont présentées dans la **Figure 7** ci-dessous.

Figure 7: Cartographie des principaux acteurs de la filière bovine



Source : PAFASP, 2011.

* : selon nos enquêtes complémentaires auprès des chevillards, les exportations de viande qui se faisaient en grande partie à destination de la Côte d'Ivoire n'ont plus cours depuis 2002, en raison de la crise ivoirienne survenue la même année. Ainsi, l'analyse se limite au circuit des bovins sur pied.

DÉCISIONS ET MESURES DE POLITIQUES

Les décisions et mesures de politiques en faveur de la filière

On note essentiellement quatre mesures de politiques de nature à influencer significativement le niveau des prix et les coûts de production dans la filière bovine au Burkina Faso sur la période d'analyse :

- ✓ La vente aux éleveurs de 9375 tonnes de sous-produits agro-industriels acquis par le ministère des Ressources Animales en juin 2012, au coût de 1875 milliards de FCFA. Ces aliments de bétail ont été vendus au prix de 4500 FCFA le sac de 50 kg, soit une subvention par l'État de 60 pourcent ;
- ✓ Un appui supplémentaire en aliment de bétail aux producteurs en 2011 (617 tonnes distribuées), en 2012 (23 000 tonnes distribuées) et en 2013 (13 500 tonnes distribuées) ;
- ✓ Un arrêté de 2012 instituant une taxe sur les animaux et tous les produits d'origine animale, transformés ou non, livrés en vrac ou emballés, destinés à l'exportation ou à l'importation et soumis à l'inspection vétérinaire. Cette taxe est de 3000 FCFA par lot de 1 à 10 bovins. Elle est assortie de frais d'échantillonnage et d'analyse à la charge du détenteur des bovins, à raison de 2000 FCFA par lot de 10 tonnes. Une enquête menée par le SAPAA auprès des acteurs de la filière suggère cependant que la taxe n'a pas été effectivement appliquée;
- ✓ Le lancement, en 2013, de la Société de fabrique d'aliments de bétail, afin d'accroître la disponibilité en aliments de bétail dans la filière ;

Ces mesures politiques ont été collectées en collaboration avec le Secrétariat Permanent de Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles (SP/CPSA) dans le cadre du projet Food and Agriculture Policy Decisions Analysis (FAPDA).

En plus des mesures politiques citées plus haut, le gouvernement a pris des décisions de réforme pour le développement de la filière bovine qui sont:

- ✓ L'adoption d'une loi d'orientation sur le pastoralisme qui permettra un aménagement de l'espace pastoral et une exploitation moins conflictuelle et plus efficiente des ressources pastorales ;
- ✓ Le contrôle des deux principales épizooties que sont la peste bovine et la péri-pneumonie contagieuse bovine (PPCB);
- ✓ Le soutien à l'émergence de promoteurs privés surtout en péri-urbain capables d'impulser un nouveau dynamisme au secteur ;
- ✓ La privatisation de la profession vétérinaire permettant l'insertion du secteur privé dans la distribution des produits vétérinaires et l'existence d'un mandat sanitaire ;
- ✓ La création d'un Cadre National de Concertation pour la Promotion des Ressources Animales;
- ✓ La création d'un centre National d'Élevage et d'insémination artificielle, fonctionnel depuis l'année 2001

Les projets et programmes

Il a par ailleurs été relevé une multitude de documents de politiques qui concernent le secteur de l'élevage en général et la production bovine en particulier. Le plus souvent, les objectifs sont nombreux, ambitieux et multidirectionnels mais les mesures mise en œuvre demeurent rares.

Au compte de ces programmes, on peut citer :

✓ Opération de fauche, conditionnement et conservation des fourrages naturels

De façon concrète, des actions ont été entreprises par les structures en charge du secteur rural, notamment le ministère des Ressources Animales, pour accroître la productivité de l'élevage dans le pays. Ainsi, depuis 1998, ce ministère a élaboré et mis en œuvre un vaste programme dénommé « Opération de fauche, de conditionnement et de conservation des fourrages naturels ». Cette opération vise à vulgariser les techniques de fanage, de mise en bottes et de conservation au fenil des fourrages naturels et cultivés. Elle contribue donc à soustraire une partie de la biomasse de la destruction par les feux de brousse et à alimenter les animaux avec des fourrages de qualité. En outre, elle permet aux éleveurs de gérer rationnellement leurs stocks de fourrages grâce à la quantification des stocks et à des prévisions plus adéquates.

Au cours des campagnes 1999 et 2000, les stocks de fourrages réalisés dans le cadre de cette opération ont été respectivement de 7 490 tonnes et 4 500 tonnes de foin. Il s'agit de quantités insignifiantes qui suggèrent des marges de progression importantes quand des efforts supplémentaires de vulgarisation sont poursuivis.

✓ Programme National du Secteur Rural

À partir de 2010, les ministères du secteur rural se sont dotés d'un référentiel pour la mise en œuvre des politiques dans le secteur. Le PNSR a été adopté en conseil des ministres le 21 décembre 2012. Les objectifs, dans le secteur de l'élevage, sont les suivants :

- améliorer la compétitivité de l'élevage par une intensification progressive et un meilleur accès aux marchés pour les éleveurs. Le PNSR vise, pour 2015: (i) d'accroître la productivité pondérale en portant notamment le poids moyen de la carcasse des bovins, qui est actuellement de 113 kg, à 128 kg ; celui des caprins/ovins et des porcins, respectivement de 8-9 kg à 10 kg et de 29 kg à 33kg, (ii) de réduire de 50 pourcent au moins, les importations de lait et des produits laitiers, (iii) de diminuer significativement les exportations d'animaux sur pied, (iv) d'accroître le volume des exportations de viande à 4000 tonnes.
- prévenir, contrôler et éradiquer efficacement les maladies animales prioritaires et transfrontalières (fièvre aphteuse, péripneumonie contagieuse bovine, peste des petits ruminants, peste porcine africaine, maladie de Newcastle, influenza aviaire hautement pathogène, peste bovine et les trypanosomiasés).
-

Pour l'atteinte de ces objectifs il est prévu la réalisation à l'horizon 2015 des actions suivantes :

- Professionnalisation des acteurs des filières animales
- Amélioration de l'alimentation du cheptel
- Amélioration du potentiel génétique des races locales
- Multiplication de races pures exotiques performantes
- Développement des infrastructures de mise en marché

- Création d'un référentiel de normes
- Optimisation des systèmes de production
- Promotion de la recherche en matière de productions animales
- Renforcement du cadre législatif et réglementaire
- Prévention et riposte contre les maladies animales prioritaires
- Renforcement de la santé publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments
- Renforcement des capacités opérationnelles de diagnostic du Laboratoire national d'élevage

Le coût de réalisation de ces actions représente environ 9,4 pourcent du budget global du PNSR.

✓ **Politique Nationale de Développement Durable de l'Élevage (PNDEL) 2010-2025**

Le document de PNDEL est un cadre de référence des actions à moyen et long termes, dont la vision est de faire de l'élevage burkinabè « un élevage compétitif et respectueux de l'environnement autour duquel s'organise une véritable industrie de transformation et qui contribue davantage aussi bien à la sécurité alimentaire qu'à l'amélioration du niveau de bien-être des burkinabè ». La PNDEL est accompagnée d'un outil d'opérationnalisation à l'horizon 2015, le Plan d'Actions et Programme d'Investissement du sous-secteur de l'Élevage (PAPISE).

✓ **Plan d'Actions et Programme d'Investissements du secteur de l'Élevage (PAPISE)**

Le PAPISE a été adopté en octobre 2000, puis révisé en 2004 et en 2010. Le PAPISE a trois objectifs généraux dont deux (2) sont consacrés au secteur de l'élevage :

- L'optimisation sur le plan de la production (taille des cheptels) et de la productivité (nombre de tête), la conservation des ressources naturelles du pays afin de mettre en valeur des ressources qui conviennent le mieux à ce secteur ;
- L'offre de meilleures conditions possibles à la prise en charge du développement par le secteur privé et les organisations d'éleveurs par un désengagement de l'État des activités de transformation et la mise en place de conditions favorables à la création des entreprises.

Le soutien à la production pastorale du PAPISE se décline en quatre axes d'intervention selon la version révisée 2004:

- L'amélioration de la productivité des animaux ;
- Le renforcement de la liaison production/marché ;
- Le renforcement des capacités des acteurs ;
- La gestion des crises et des vulnérabilités dans le secteur.

Ces axes sont mis en œuvre dans neuf programmes dont sept prennent en compte la filière bovine :

- Programme d'Appui au Développement de l'Élevage Traditionnel et à la Valorisation des Zones Pastorales ;
- Programme de Lutte contre les Trypanosomiasés Animales ;
- Programme de Lutte contre les Épizooties ;
- Programme d'appui à la Privatisation des Professions Vétérinaire et de Zootechnicien ;
- Programme d'Amélioration de la Productivité des animaux ;
- Programme d'Appui à la Professionnalisation de l'Élevage et de Soutien au secteur Privé ;
- Programme d'Appui à l'Alimentation et à l'Hydraulique Pastorale ;

D'autres projets et programmes ciblent ou ont ciblé la filière bovine durant la période analysée :

- ✓ **Projet d'appui à la vulgarisation en élevage**
- ✓ **Projet de développement de l'élevage dans le Soum (2001-2007).** Le projet avait comme objectifs spécifiques d'augmenter la production animale et ses dérivés et d'augmenter les revenus des éleveurs ;
- ✓ **Programme sectoriel d'appui à l'élevage ;**
- ✓ **Renforcement des services vétérinaires ;**
- ✓ **Projet BKF/017 « Projet d'amélioration de l'élevage du Zébu Azawak et de gestion durable des ressources pastorales »** (Azawak-Ressources Pastorales) mis en œuvre de juillet 2010 à septembre 2015. Ce projet propose, d'une part, de promouvoir l'élevage d'une race bovine locale plus productive et adaptable à un élevage plus intensif (le zébu Azawak), et d'autre part, la réhabilitation et la gestion raisonnée des pâturages de proximité ;
- ✓ **Programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales (PAFASP)** mis en œuvre de janvier 2007 à octobre 2012. Il avait pour objectif d'accroître la compétitivité des filières ciblées sur les marchés nationaux, sous régionaux et internationaux ;
- ✓ **Programme d'Appui au Développement de l'Agriculture Burkinabé (PADAB2)** mise en œuvre de 2008 à 2012. Il a fait un diagnostic des goulots d'étranglement de la filière bétail-viande dans les régions du Centre-Est, de l'Est et du Sahel, et appuyé des actions pilotes ;

Aussi peut-on noter l'existence du Fonds de Développement de l'Élevage (FODEL) mis en place avec le soutien de l'État pour financer des actions en faveur des acteurs de la filière. Il est financé à hauteur de 40 pourcent par la contribution au secteur de l'élevage (PAPISE, 2012).

L'ensemble des mesures et politiques mises en œuvre dans le secteur de l'élevage visent à soutenir la production. Il existe très peu de politiques en aval de la production. Il a, par exemple, fallu attendre les années 2010 pour voir naître une direction de l'Économie de l'Élevage. Notons par ailleurs que l'État n'intervient pas directement sur le marché des bovins, bien que dans les années récentes, des activités de construction des marchés de bétail aient été mises en place.

3. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie SAPAA a pour but de mesurer les incitations par les prix aux producteurs et autres agents de la filière. L'analyse est fondée sur la comparaison entre des prix domestiques observés et des prix de référence calculés. Les prix de référence sont construits à partir du prix international du produit à la frontière du pays, c'est-à-dire à l'endroit où le produit entre dans le pays (si importé) ou en sort (si exporté). Ce prix étalon est considéré comme libre de toutes distorsions de politique domestique et de marché. Le SAPAA calcule deux types de prix de référence – observé et ajusté. Les *prix de référence observés* sont les prix que les producteurs ou autres agents de la filière pourraient recevoir si les distorsions dues au marché domestique et aux politiques commerciales, tout comme les performances du marché, étaient éliminées. Les *prix de référence ajustés* présentent les mêmes caractéristiques mais prennent également en compte les distorsions supplémentaires dues aux taux de change, aux inefficiences structurelles dans la filière, et au fonctionnement imparfait des marchés internationaux.

L'analyse des incitations par les prix du SAPAA repose sur la loi du prix unique, théorie économique assurant qu'un même produit aura le même prix dans un marché de concurrence pure et parfaite. Cette loi s'applique pour des produits exactement identiques, si l'information n'est pas asymétrique et si les coûts de transactions sont nuls. Il en résulte que l'analyse est faite pour des produits tout à fait identiques ou bien parfaitement substituables sur le marché domestique en termes de qualité. Le cas échéant, l'analyse s'effectue sur des biens comparables. Les indicateurs calculés à partir des prix de référence et des prix domestiques révèlent si les prix sur le marché domestique soutiennent (incitations) ou taxent (pénalisations) les agents de la filière.

Les prix domestiques sont comparés aux prix de référence à deux points spécifiques de la filière – l'exploitation agricole (généralement la principale région de production du produit) et le point de compétition (généralement le principal marché de gros où le produit domestique est en compétition avec le produit venant du marché international). L'approche pour comparer les prix à chaque segment de la filière est expliquée ci-dessous. L'exemple est tiré d'une situation où le produit est majoritairement importé dans le pays. Dans cette situation, le pays importe le produit au prix international (qui est habituellement le prix CIF au plus grand port d'importation du pays). Sur le marché domestique, on observe le prix de ce même produit au point de compétition, qui est dans cet exemple le marché de gros, et à l'exploitation. Les coûts relatifs à la transformation, au stockage et au transport du produit, appelés coûts d'accès, sont aussi pris en compte. Les différentes marges appliquées par les acteurs économiques sont également incluses. Ces coûts sont observés sur les deux segments de la filière, c'est-à-dire entre la frontière et le marché de gros et entre le marché de gros et l'exploitation.

Le prix international de base est rendu comparable au prix domestique au marché de gros en ajoutant les coûts d'accès entre la frontière et le marché de gros. Cette opération permet de calculer le prix de référence observé au marché de gros. Le calcul permet d'inclure tout les coûts pris en charge par les importateurs et autres agents pour amener le produit sur le marché domestique ; ce qui augmente logiquement le prix du produit. Ce prix de référence au marché de gros est ensuite rendu comparable au prix domestique au producteur en déduisant les coûts d'accès entre le marché de gros et l'exploitation. C'est le prix de référence observé au producteur. Il prend en compte tous les coûts pris en charge par les producteurs et autres agents pour amener le produit de l'exploitation

au marché de gros. Mathématiquement, les équations pour calculer les prix de référence observés au point de compétition (RP_{owh}) et au producteur (RP_{ofg}) pour un produit importé sont les suivantes :

$$RP_{owh} = P_b + AC_{owh}$$

$$RP_{ofg} = RP_{owh} - AC_{ofg}$$

Où AC_{owh} sont les coûts d'accès observés entre la frontière et le point de compétition, incluant les coûts de manutention à la frontière, les coûts de transports, les marges des différents acteurs, et les différentes taxes (non-commerciales) et autres prélèvements, à l'exception des tarifs à l'importation. P_b représente le prix international de base et AC_{ofg} représente les coûts d'accès observés entre l'exploitation et le point de compétition, prenant en compte les coûts de manutention à la ferme, les coûts de transports, de transformation du produit, les marges des agents économiques et toutes autres taxes et prélèvements sur ce segment.

Les étapes décrites ci-dessus sont utilisées une seconde fois en utilisant les prix étalons et les coûts d'accès ajustés afin d'éliminer les distorsions dues à des taux de change sur/sous-évalués, des inefficacités structurelles le long de la filière et au fonctionnement imparfait du marché international. Le prix étalon et les coûts d'accès ajustés sont ensuite utilisés pour générer les prix de référence ajustés.

Pour les produits exportés, une approche légèrement différente est utilisée. Dans ce cas, la frontière est habituellement considérée comme le point de compétition, et le prix FOB est considéré à la frontière comme prix international de base. Par ailleurs, les prix de référence observés et ajustés sont obtenus en soustrayant les coûts d'accès entre la frontière et le point de compétition au lieu de les ajouter. Mathématiquement, les prix de référence au point de compétition (RP_{owh}) et à l'exploitation (RP_{ofg}) sont calculés par les équations suivantes :

$$RP_{owh} = P_b - AC_{owh}$$

$$RP_{ofg} = RP_{owh} - AC_{ofg}$$

Après avoir calculé les prix de référence observés et ajustés pour le produit, ils sont déduits des prix domestiques à chaque segment de la filière pour obtenir les écarts de prix au marché de gros et à l'exploitation. Les *écarts de prix observés* capturent les effets de distorsions des politiques commerciales affectant directement le prix domestique du produit (par exemple, les politiques de fixation de prix et/ou les taxes d'importations) et la performance des marchés. Les *écarts de prix ajustés* rendent compte des mêmes caractéristiques que les *observés*, avec en plus les distorsions dues aux politiques de taux de change, des inefficacités structurelles de la filière et le fonctionnement imparfait du marché international. Mathématiquement, les équations pour calculer les écarts de prix au marché de gros (PG_{owh}) et à la ferme (PG_{ofg}) sont les suivantes :

$$PG_{owh} = P_{wh} - RP_{owh}$$

$$PG_{ofg} = P_{fg} - RP_{ofg}$$

Où P_{fg} est le prix domestique au producteur, RP_{ofg} est le prix de référence observé au producteur et RP_{owh} le prix de référence observé au marché de gros.

Un écart de prix positif, lorsque le prix domestique est supérieur au prix de référence, signifie que l'environnement politique et le fonctionnement du marché agissent comme une incitation (soutien) à la production ou au grossiste. Pour un bien importé, ceci pourrait être dû à l'existence d'une taxe à l'importation. En revanche, si le prix de référence excède le prix domestique, ce qui a pour résultat un écart de prix négatif, cela signifie que l'environnement politique et le fonctionnement des marchés agissent comme une pénalisation (taxes) aux producteurs et grossistes. Pour un bien importé, cela pourrait être dû à des prix plafonds fixés par le gouvernement pour conserver des prix bas.

En général, les écarts de prix fournissent une mesure absolue des incitations/pénalisations aux producteurs et grossistes. Les écarts de prix sont donc divisés par leur prix de référence respectifs et sont exprimés par un ratio défini comme le **Taux Nominal de Protection (TNP)**, qui peut être comparé entre les différentes années, les produits analysés et les pays.

Les Taux Nominiaux de Protection Observés à l'exploitation (NRP_{ofg}) et au point de compétition (NRP_{owh}) sont définis par les équations suivantes :

$$NRP_{ofg} = \frac{PG_{ofg}}{RP_{ofg}} ; NRP_{owh} = \frac{PG_{owh}}{RP_{owh}}$$

où PG_{ofg} est l'écart de prix observé au producteur, RP_{ofg} est le prix de référence observé à l'exploitation, PG_{owh} est l'écart de prix observé au marché de gros et RP_{owh} est le prix de référence au marché de gros.

De façon similaire, le **Taux Nominal de Protection Ajusté** au producteur (NRP_{afg}) et au grossiste (NRP_{awh}) sont définis par les équations suivantes :

$$NRP_{afg} = \frac{PG_{afg}}{RP_{afg}} ; NRP_{awh} = \frac{PG_{awh}}{RP_{awh}}$$

où PG_{afg} est l'écart de prix ajusté au producteur, RP_{afg} est le prix de référence ajusté à l'exploitation, PG_{awh} est l'écart de prix ajusté au marché de gros et RP_{awh} est le prix de référence ajusté au marché de gros.

Le **Taux Nominal d'Assistance (TNA)** est généré en ajoutant à l'écart de prix au producteur les dépenses publiques allouées au produit. Cet indicateur reflète les incitations dues aux politiques, aux performances du marché et aux dépenses publiques. Mathématiquement, le Taux Nominal d'Assistance est défini par l'équation suivante :

$$NRA = \frac{PG_{afg} + PE_{csp}}{RF_{afg}}$$

Où PE_{csp} représente la dépense publique ciblant le produit identifiées et mesurées en unités monétaires par tonne.

En dernier lieu, la méthodologie SAPAA estime l'***Ecart du Développement des Marchés (EDM)***, qui représente la part de l'écart des prix attribuable à des coûts d'accès excessifs ou inefficaces au sein de la filière, des taux de change sur/sous-évalués et au fonctionnement imparfait des marchés. Les coûts d'accès « excessifs » peuvent être dus à des facteurs tels que des infrastructures déficientes, des coûts de transformation élevés du fait de technologies obsolètes, des prélèvements monétaires gouvernementaux (autres que les frais de services), des marges abusives appliquées par les agents économiques, ou encore des taxes et coûts informels. L'EDM total à la ferme est composé des coûts d'accès excessifs, de l'écart des taux de change du aux politiques et de l'écart du marché international. La somme de ces composants est équivalente à la différence entre les écarts de prix observés et ajustés pour le producteur.

Comme l'écart de prix calculé, l'EDM est une valeur absolue. Il peut cependant être exprimé par un ratio qui permet les comparaisons à travers les années, les produits et les pays. L'indicateur relatif de l'EDM total est calculé comme le ratio entre l'EDM à l'exploitation agricole et le prix de référence au producteur ajusté :

$$MDG_{fg} = \frac{(ACG_{wh} + ACG_{fg} + EXPG + IMG)}{RP_{afg}}$$

où ACG_{wh} représente l'écart entre les coûts d'accès au marché de gros, défini comme la différence entre les coûts d'accès observés et ajustés. ACG_{fg} représente l'écart entre les coûts d'accès observés et ajustés pour les producteurs, $EXPG$ est l'écart entre les taux de change dû aux politiques domestiques et IMG , l'écart du marché international.

Une description plus détaillée de la méthodologie appliquée pour cette analyse est disponible sur le site du SAPAA (<http://www.fao.org/in-action/mafap>)

4. BESOINS EN DONNÉES, DESCRIPTION ET CALCUL DES INDICATEURS

Pour calculer les incitations par les prix SAPAA, plusieurs types de données sont nécessaires. Cette section présente les données qui ont été obtenues, et les choix méthodologiques qui sous-tendent l'analyse.

STATUT D'ÉCHANGE DU PRODUIT

Le Burkina Faso est un exportateur net de bovins sur pieds, et l'on n'enregistre aucune importation de bovins sur la période d'analyse (voir COMMERCIALISATION ET ÉCHANGES). La part du stock total qui est exportée est cependant faible et se situe entre 2,8 pourcent et 4,2 pourcent sur la période (Tableau 5). Ceci est dû au taux de commercialisation particulièrement bas des bovins du Burkina Faso, qui sont essentiellement conservés sous forme de capital.

Tableau 5. Statut commercial du bétail (espèce bovine) au Burkina Faso, 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Statut d'échange majoritaire	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté
Principale destination	Ghana	Ghana	Nigéria	Nigéria	Nigéria	Ghana	Ghana	Nigéria	Nigéria
% production totale exportée	2,8%	3,4%	4,5%	5,1%	4,0%	4,3%	4,3%	4,2%	ND

Source: DGPSE, 2013 (2005-2012,) et INSD (2013)

Rappelons par ailleurs que l'exportation de viande est une activité presque inexistante dans la filière, pour des raisons liées à la faiblesse des infrastructures de transformation et à la complexité du transport de la viande dans des conditions sanitaires optimales.

AXE DE COMMERCIALISATION ANALYSÉ

Le zébu peulh constitue la race d'exportation par excellence du fait qu'il est très prisé sur les marchés de destination. La race concernée par l'analyse est donc le zébu peulh, d'un poids moyen vif de 250 kg. L'unité utilisée est la tête, c'est-à-dire, l'animal sur pied.

Selon les principaux acteurs de bovins enquêtés lors de la collecte des données, les flux reliant Yilou, Pouytenga et Lessa (au Nigeria) via Parakou (au Bénin) sont les principaux flux en matière d'exportation de bovins sur pied au Burkina Faso. Ce circuit a donc été choisi pour l'analyse afin de répondre au besoin de représentativité des flux physiques de bétail du pays.

Les cinq principales régions de production de bovins sont le Sahel, les Hauts-Bassins, l'Est, la Boucle du Mouhoun et le Centre-Ouest. La région abritant la zone de production considérée par la présente étude est la région du Centre-Nord, qui est la 7^{ème} région productrice du pays. Cette zone, bien que n'étant pas dans les cinq zones principales de production de bovins du pays, a été choisie car elle est le point de ravitaillement d'un des plus grands marchés de gros du Burkina Faso pour le bétail, le marché de

Pouytenga (DGPSE, 2008)². La zone de production considérée dans l'analyse est donc celle de Yilou, dans la province de Namtenga, dans le Centre-Nord (marqueur A sur la Figure 8).

À partir de Yilou, le bétail est acheminé sur pied vers le marché de gros de Pouytenga, dans la région Centre-Est, qui est considérée comme point de compétition dans l'analyse (marqueur B sur la Figure 8).

Le bétail est ensuite exporté au Nigéria, précisément sur le marché de Lessa³. Pour acheminer le bétail vers le marché de Lessa, les exportateurs ont recours aux services des commerçants importateurs de marchandises en provenance du port de Cotonou dont ils louent les camions. Le bétail est transporté jusqu'au marché de Parakou, au Bénin, et le camion vide continue jusqu'à Cotonou. Le point de sortie du bétail burkinabè vers Parakou est Porga, zone frontalière entre le Burkina Faso et le Bénin (marqueur C sur la Figure 8).

Figure 8. Axe de commercialisation analysé pour les bovins au Burkina Faso



Source : Auteurs à partir d'enquêtes sur le terrain et de Google Maps, 2014

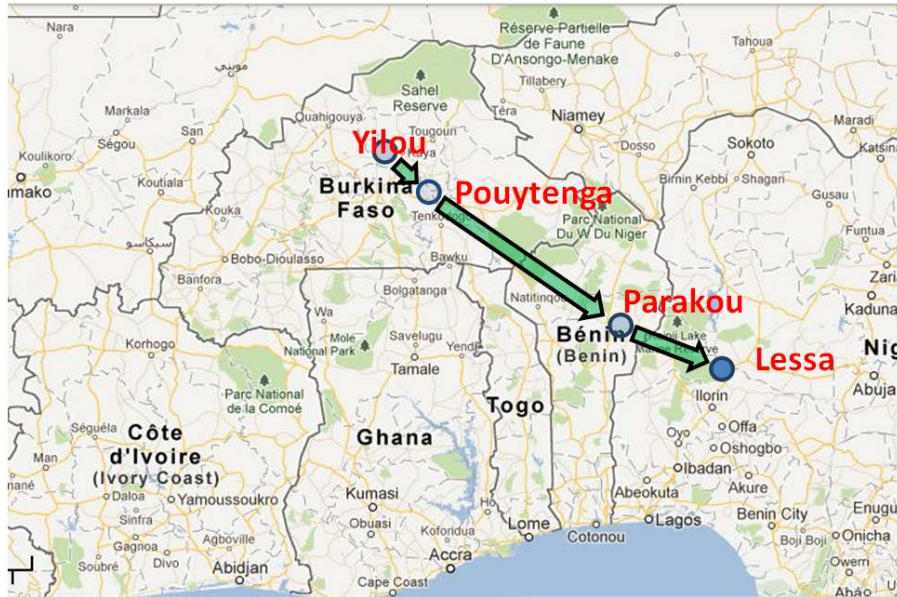
Le bétail est acheminé à pied de Parakou au marché de Lessa au Nigéria par des agents appelés bouviers accompagnateurs. Une fois à Lessa, le bétail du Burkina Faso entre en compétition avec les bovins de la même espèce (zébu peulh), en provenance d'autres pays comme le Tchad.

La représentation géographique de tout le circuit est donnée dans la Figure 9 ci-dessous.

² Selon l'importance relative des flux commerciaux, le marché de Pouytenga a été identifié comme marché de gros destiné à l'exportation du bétail burkinabè.

³ Selon les grossistes/exportateurs enquêtés sur le marché de Pouytenga, l'essentiel du bétail exporté est destiné au marché de Lessa au Nigeria.

Figure 9. Carte des flux de bétail de Yilou (Burkina Faso) à Lessa (Nigéria)



Source : Auteurs à partir de Google Maps, 2014

PRIX ÉTALON

Observé

La démarche pour calculer un prix de référence qui permette de déterminer si les producteurs de bovins reçoivent des incitations ou des pénalisations est de définir un prix étalon, qui représente le prix des bovins libre des distorsions de politiques et de marché domestiques. Étant donné que le Burkina Faso a été un exportateur net de bovins pendant toute la période, le prix étalon considéré est le prix FOB des bovins sur pied.

Du fait de l'indisponibilité de statistiques fiables sur les prix FOB des bovins sur pied au Burkina Faso, nous avons eu recours à la construction de ce prix à partir d'autres sources de données (Tableau 6). Ainsi, le prix FOB est obtenu à partir du prix observé du zébu peulh vif (250 kg) sur le marché de Lessa au Nigéria, auquel on a déduit tous les frais d'acheminement jusqu'à Porga, la frontière entre le Bénin et le Burkina Faso. Les prix observés sur le marché de Lessa ont été obtenus pour les années 2010 et 2013 uniquement auprès de la Fédération nationale de la filière bétail viande du Burkina Faso, des interprofessions bétail-viande du Burkina Faso et de la Fédération des exportateurs de bétail. Faute de mieux, les prix des autres années ont été obtenus en appliquant le taux d'inflation du Nigéria. Ainsi, les prix pour les années 2005 à 2009 ont été obtenus en appliquant le taux d'inflation du Nigéria au prix observé en 2010. Quant aux prix des années 2011 et 2012 ils ont été obtenus en appliquant le taux d'inflation au prix observé en 2013.

Les frais déduits aux prix de Lessa pour obtenir le prix FOB à Porga sont les suivants :

- Le coût des bouviers accompagnateurs entre Lessa et le marché de Parakou au Bénin, obtenu par enquête ;
- La valeur de la taxe appliquée par le Nigéria sur les importations d'animaux vifs, qui est de 20 pourcent de 2005 à 2010 et de 25 pourcent de 2011 à 2013, obtenu sur WTIS-WB (2013) ;
- La taxe au marché d'arrivée à Parakou, obtenue par enquête ;

- Les coûts de transport du marché de Parakou au Bénin à la frontière Bénin-Burkina Faso de Porga, obtenus par enquête ;

Tableau 6: Prix FOB par tête du zébu peulh à Porga (frontière entre le Burkina Faso et le Bénin), 2005-2013

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
i	Taux d'inflation au Nigéria	0,135	0,105	0,054	0,116	0,115	0,139	0,108	0,122	0,084
ii	Index	100	110,5	115,9	127,5	139	152,9	163,7	175,9	184,3
iii	Prix zébu peulh à Lessa	FCFA/tête	392 413	433 617	454 807	500 327	545 455	600 000	562 973	641 200
	Taxes appliquées au									
iv	Nigéria sur le bétail (sur le prix à Lessa)	%	20%	20%	20%	20%	25%	25%	25%	25%
v	Valeur de la taxe [iii*iv]	FCFA/tête	78 483	86 723	90 961	100 065	109 091	150 000	140 743	160 300
vi	Bouviers accompagnateurs ⁴	FCFA/tête	9375	9375	9375	9375	9375	9375	9425	9425
vii	Taux d'inflation au Bénin		0,035	0,03	0,013	0,079	0,022	0,016	0,033	0,068
viii	Index		100	103	104	112	114	116	119,3	126,1
ix	Coût de transport moyen au Bénin	FCFA/km/tête	35	36	37	40	40	41	42	45
x	Distance Porga-Parakou	km	227	227	227	227	227	227	227	227
xi	Coût de transport moyen Porga-Parakou [ix*x]	FCFA/tête	2 006	2 066	2 092	2 251	2 295	2 327	2 404	2 567
xii	Taxe marché d'arrivée	FCFA/tête	200	200	200	200	200	200	200	200
xiii	Prix FOB zébu peulh à Porga (frontière Burkina Faso-Bénin) [iii-v-vi-xi-xii]	FCFA/tête	302 349	335 253	352 179	388 436	424 494	438 098	410 201	468 708

Source : Auteurs à partir de l'enquête auprès des grossistes à Pouytenga et WTIS-WB 2013

Ajusté

Le prix étalon utilisé dans l'analyse est considéré comme efficient. Le prix ajusté n'est donc pas considéré dans le cas présent.

PRIX DOMESTIQUE

Le prix grossiste (prix au point de compétition) est le prix observé sur le marché de gros de Pouytenga pour des taureaux zébus en bon état (250 kg). Les prix du marché de Pouytenga sont collectés par le Système d'information sur le marché (SIM) de la Direction générale de la prévision des statistiques et de l'économie de l'élevage du ministère des Ressources Animales et Halieutiques.

Tableau 7: Évolution du prix des taureaux zébus en bon état sur le marché de gros de Pouytenga, en FCFA/tête, 2005-2013

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
185 000	235 796	318 491	337 251	311 040	328 558	322 942	338 060	342 605

Source : DGPSE, 2013

Prix observé au producteur

Les prix au producteur sont ceux observés sur le marché de production de Yilou pour des taureaux zébus en bon état (250 kg). Les prix du marché de Yilou sont collectés par le Système d'information sur le marché (SIM) bétail de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles du ministère des Ressources Animales et Halieutiques.

⁴Selon nos entretiens avec les commerçants de bétail, les bovins sont transportés à pied du Bénin au Nigéria et le coût est de 120 000 FCFA par bouvier pour un troupeau de 40 têtes. 5 bouviers sont requis pour chaque troupeau.

Tableau 8: Évolution du prix des taureaux zébus en bon état sur le marché de production de Yilou, en FCFA/tête, 2005-2013

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
132 000	129 076	164 234	201 174	235 429	237 338	258 794	295 513	333 078

Source: DGPSE, 2013

TAUX DE CHANGE

Aucun taux de change n'a été utilisé, car les prix domestiques sont exprimés dans la même unité que les prix de référence (le FCFA). Le prix de référence est en effet le prix à la frontière du Burkina Faso et du Bénin, qui partagent la même monnaie dans le cadre de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine.

COÛTS D'ACCÈS

Observé

Du point de compétition à la frontière

Les données se rapportent aux différents coûts qu'implique le transport du bétail entre le marché de Pouytenga et la frontière entre le Burkina (Pouytenga) et le Bénin (Porga) : berger, natte, paille, foin, eau, chargement, frais de transit, main d'œuvre de l'agent d'exportation, ainsi que la marge de l'exportateur estimée à 7.5 pourcent (PAFASP, 2011) (Tableau 9).

Les données sur la structure des coûts d'accès ont été collectées à partir d'entretiens au marché de Pouytenga réalisés en 2012, puis en 2014. Les coûts d'accès de 2005 à 2010 ont été déterminés à partir des entretiens effectués en 2012. Les entretiens effectués en 2014 ont permis de déterminer les coûts d'accès pour 2013, qui ont été reportés pour 2012 et 2011.

Tableau 9: Structure des coûts d'accès au point de compétition pour le zébu peulh au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
i. Berger au marché de départ	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000
ii. Natte, paille, foin et eau	857	857	857	857	857	857	857	857	857
iii. Chargement	250	250	250	250	250	250	250	250	250
iv. Contribution au Secteur de l'Élevage ⁵	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
v. Frais informels	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
vi. Transitaire	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
vii. Main d'œuvre agent d'exportation	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500
viii. Prix grossiste	185 000	235 796	318 491	337 251	311 040	328 558	322 942	338 060	342 605
ix. Part de la marge exportateur sur le prix grossiste	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%
x. Marge exportateur [viii*ix]	13 875	17 685	23 887	25 294	23 328	24 642	24 220	25 354	25 695
Total Frais [i+ii+iii+iv+v+vi+vii+x]	54 482	58 292	64 494	65 901	63 935	65 249	64 828	65 961	66 302

Source: Auteurs à partir des informations collectées auprès des exportateurs, 2014

⁵ Cette taxe est utilisée pour le financement du fond de développement du secteur de l'élevage

De la ferme au point de compétition

Les coûts d'accès au producteur concernent toutes les charges liées à l'acheminement du bétail depuis le marché de production considéré (ici le marché de Yilou) jusqu'au marché de compétition (Pouytenga). Toutes les charges considérées ont été obtenues à partir d'une enquête auprès des grossistes de Pouytenga (Tableau 10). Selon les personnes interrogées, les tracasseries ont diminué à partir de 2011, du fait d'une réduction des patrouilles de policiers et gendarmes sur les axes de commercialisation des bovins.

Tableau 10: Structure des coûts d'accès au producteur pour le zébu peulh au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
i. Frais de collecte de la ferme au marché de collecte	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000
ii. Déplacement du collecteur	700	700	700	700	700	700	700	700	700
iii. Frais de gardiennage au marché de production	500	500	500	500	500	500	500	500	500
iv. Autres frais (taxe communale, taxe de marché)	400	400	400	400	400	400	3000	3000	3000
v. Transport/tête	1103	1129	1126	1244	1273	1273	3000	3000	3000
vi. Prix au producteur	132 000	129 076	164 234	201 174	235 429	237 338	258 794	295 513	333 078
vii. Part marge commerçant	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%	7,50%
viii. Marge commerçant [vi * vii]	9 900	9 681	12 318	15 088	17 657	17 800	19 410	22 163	24 981
ix. Tracasseries	471	471	471	471	471	471	225	225	225
Total Frais [i+ii+iii+iv+v+viii+ix]	18 074	17 881	20 515	23 403	26 001	26 144	31 835	34 588	37 406

Source: Auteurs à partir des données obtenues auprès des grossistes du marché de Pouytenga, 2014.

Ajusté

Les coûts d'accès ajustés sont une estimation des coûts d'accès qui existeraient dans une filière plus efficiente.

Du point de compétition à la frontière

Les coûts d'accès ajustés sont déterminés (i) en déduisant des coûts d'accès totaux les frais informels supportés par les transporteurs, considérés comme une inefficience ; (ii) en réduisant la part de la marge grossiste de 7,5 pour cent à 5 pour cent, cette marge étant considérée comme reflétant une filière efficiente. Ils sont présentés dans le Tableau 11 ci-dessous.

Tableau 11: Structure des coûts d'accès ajustés au point de compétition pour le zébu peulh au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
i. Berger au marché de départ	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000
ii. Natte, paille, foin et eau	857	857	857	857	857	857	857	857	857
iii. Chargement	250	250	250	250	250	250	250	250	250
iv. Contribution au Secteur de l'Élevage	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
v. Frais informels	0	0	0	0	0	0	0	0	0
vi. Transitaire	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	625	625	625
vii. Main d'œuvre agent d'exportation	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500
viii. Prix grossiste	185 000	235 796	318 491	337 251	311 040	328 558	322 942	338 060	342 605
ix. Part de la marge exportateur sur le prix grossiste	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
x. Marge exportateur [viii * ix]	9 250	11 790	15 925	16 863	15 552	16 428	16 147	16 903	17 130
Total Frais [i+ii+iii+iv+v+vi+vii +x]	39 857	42 397	46 532	47 470	46 159	47 035	37 379	38 135	38 362

Source : Auteurs à partir des informations collectées auprès des exportateurs, 2014

De la ferme au point de compétition

Les coûts d'accès ajustés sont déterminés (i) en déduisant des coûts d'accès totaux les frais informels supportés par les transporteurs, considérés comme une inefficience ; (ii) en réduisant la part de la marge grossiste de 7,5 pour cent à 5 pour cent, cette marge étant considérée comme reflétant une filière efficiente. Ils sont présentés dans le Tableau 12 ci-dessous.

Les coûts d'accès au producteur dans la filière peuvent être également être élevés et inefficients du fait de l'intervention de certains agents intermédiaires (démarcheurs) entre le producteur et le grossiste. Le collecteur est lui considéré comme un agent normal de la filière. Dans le cas présent, les informations collectées concernent des agents professionnels qui n'ont pas de lien avec ces intermédiaires.

Tableau 12: Structure des coûts d'accès ajustés au producteur pour le zébu peulh au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
i. Frais de collecte de la ferme au marché de collecte	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000
ii. Déplacement du collecteur	700	700	700	700	700	700	700	700	700
iii. Frais de gardiennage au marché de production	500	500	500	500	500	500	500	500	500
iv. Autres frais (taxe communale, taxe de marché)	400	400	400	400	400	400	3000	3000	3000
v. Transport/tête	1103	1129	1126	1244	1273	1273	3000	3000	3000
vi. Prix au producteur	132 000	129 076	164 234	201 174	235 429	237 338	258 794	295 513	333 078
vii. Part marge sur prix producteur	5%	5%	5%	5%	5%	5%	5%	5%	5%
viii. Marge commerçant [vi * vii]	6600	6453	8211	10058	11771	11866	12939	14775	16653
Total Frais [i+ii+iii+iv+v+viii+ix]	14 303	14 183	15 938	17 903	19 644	19 740	25 140	26 976	28 854

Source: Auteurs à partir des données obtenues auprès des grossistes du marché de Pouytenga.

BUDGET ET AUTRES TRANSFERTS

Les transferts budgétaires attribués aux bovins et au bétail au sens large dans le cadre du suivi des dépenses publiques SAPAA sont indiqués dans le Tableau 13 ci-dessous. Les transferts en direction du groupe bétail ne concernent pas seulement les bovins, mais soutiennent largement cette filière, du fait de sa prépondérance dans la valeur totale de la production de bétail.

Tableau 13. Transferts budgétaires en direction des filières bétail et bovins au Burkina Faso, en milliers de FCFA, 2005-2013

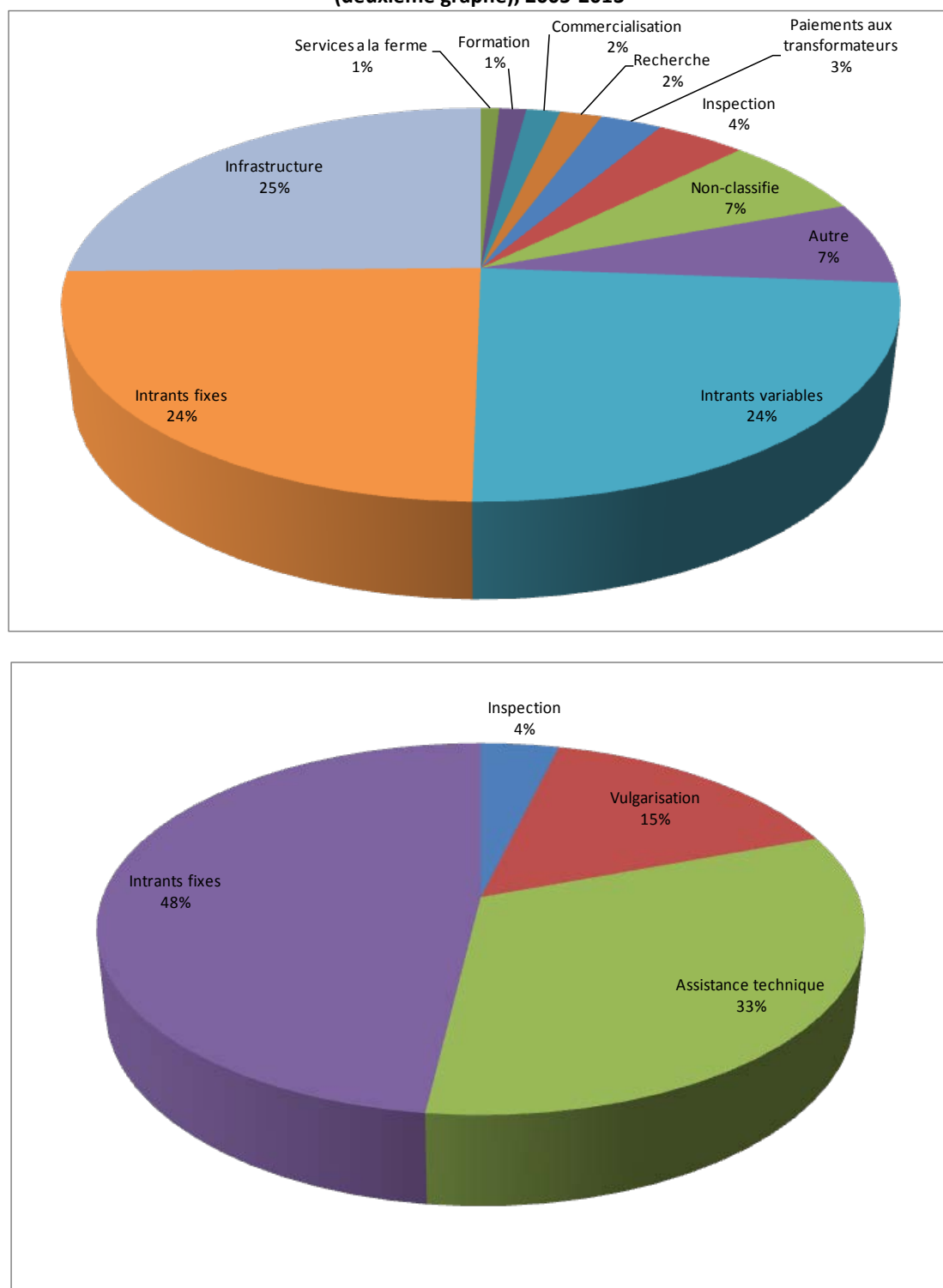
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bétail	1 594 396	688 887	1 600 749	3 838 612	2 782 075	6 201 814	10 567 233	6 267 498	1 594 396
Bovins	357 518	77 403	40 083	10 000	17 750	43 900	633 503	241 209	357 518

Source : SAPAA, 2014

Comme montré dans la Figure 10, les transferts budgétaires en soutien à la filière bovine ont été essentiellement constitués d'intrants fixes (48 pourcent), c'est-à-dire des intrants utilisables sur plus d'une année : distribution et amélioration des bovins, considérés comme des intrants à la production agricole (animaux de trait), ainsi que la distribution d'équipements d'élevage. Le reste des transferts budgétaires vers la filière a été constitué d'activités d'assistance technique (33 pourcent), de vulgarisation (15 pourcent) et d'inspection (4 pourcent).

En ce qui concerne le bétail en général, les transferts ont été composés à 24 pourcent d'intrants fixes, à 24 pourcent d'intrants variables (aliment bétail, notamment) et à 25 pourcent d'infrastructures (en particulier des puits hors-exploitation).

Figure 10. Répartition moyenne des transferts budgétaires vers le bétail (premier graphe) et les bovins (deuxième graphe), 2005-2013



Source : Analyse dépenses publiques SAPAA, 2014

AJUSTEMENTS DE QUALITÉ ET DE QUANTITÉ

Aucun ajustement n'a été nécessaire pour le calcul des différents indicateurs, car les données collectées concernent des produits de la même espèce, avec des unités similaires.

VUE D'ENSEMBLE DES DONNÉES

Le tableau ci-dessous présente les principales sources de données utilisées et les choix méthodologiques qui sous-tendent l'analyse.

Tableau 14. Source de données et choix méthodologiques

		Description	
Concept		Observé	Ajusté
Prix étalon		Prix du zébu peulh observé annuel moyen sur le marché de Lessa au Nigéria, donné directement en FCFA par les grossistes enquêtés, auquel ont été soustraits les frais d'acheminement jusqu'à Porga (frontière Burkina Faso-Bénin, pays par lequel transite le bétail à destination de Lessa). Ces frais sont : les coûts des bouviers accompagnateurs entre Lessa et le marché de Parakou au Bénin ; la valeur de la taxe appliquée par le Nigéria qui est de 20 pourcent de 2005 à 2013 ; la taxe au marché d'arrivée à Parakou ; les coûts de transport du marché de Parakou au Bénin à la frontière Bénin-Burkina Faso de Porga ;	NA
Prix grossiste		Prix annuels moyens sur le marché de Pouytenga collectés auprès du Système d'Information sur les Marchés (SIM) de la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles du Ministère des Ressources Animales.	N.A.
Prix au producteur		Prix annuels moyens de Yilou (4e marché du pays) collectés auprès du Système d'Information sur les Marchés (SIM) de la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles du Ministère des Ressources Animales.	N.A.
Taux de change		Aucun taux de change n'a été utilisé, car les prix domestiques sont exprimés dans la même unité que les prix de référence (le FCFA).	N.A.
Coûts d'accès du point de compétition à la frontière		Les coûts d'accès totaux correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès, déterminés par enquête du projet MAFA/SAPAA auprès des grossistes-exportateurs de Pouytenga. Ces composantes sont les frais de transport, de manutention, d'alimentation du bétail sur le chemin, de péage et taxes, et de prélèvements informels, ainsi que la marge estimée à 7,5 pour cent du prix grossiste selon le rapport 2011 du PAFASP sur les filières bétail-viande, mangue et oignon.	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente : Les coûts d'accès sont ajustés pour déduire les frais informels La marge commerciale est estimée à 5 pour cent du prix grossiste au lieu de 7,5.
Coûts d'accès du point de compétition à la ferme		Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès, déterminés par enquête du projet MAFA/SAPAA auprès des éleveurs de Yilou. Ces composantes sont le transport, la marge du commerçant de 7,5 pour cent du prix de revient par tête, les frais de collecte ainsi que le déplacement du collecteur, les taxes sur les marchés à bétail et les tracasseries liées au transport.	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente, les tracasseries (ou frais illicites) sont supposées absentes et la marge commerciale est estimée à 5 pour cent.
Ajustement QT	Bor-PoC	N.A.	N.A.
	PoC -FG	N.A.	N.A.
Ajustement QL	Bor- PoC	N.A.	N.A.
	PoC -FG	N.A.	N.A.

Source : SAPAA, 2014

Les données utilisées pour l'analyse sont synthétisées ci-dessous.

Tableau 15. Données utilisées pour l'analyse (en FCFA/tête de bovin)

[illegible]

SYNTHÈSE DES INDICATEURS

Tableau 16. Écart de prix SAPAA pour les bovins au Burkina Faso, (FCFA/tête), 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Statut d'échange pour l'année	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté
Écart de prix observé au point de compétition	-63 067	-41 365	30 606	14 515	-49 719	-44 491	-22 632	-64 887	-104 011
Écart de prix ajusté au point de compétition	-77 692	-57 260	12 644	-3 916	-67 495	-62 705	-40 706	-83 338	-122 576
Écart de prix observé à la ferme	-97 993	-130 204	-103 136	-98 159	-99 329	-109 567	-54 946	-72 845	-76 132
Écart de prix ajusté à la ferme	-116 389	-149 797	-125 676	-122 091	-123 462	-134 185	-79 714	-98 909	-103 249

Source: Calcul des auteurs en utilisant les données décrites ci-dessus

Tableau 17. Taux nominaux de protection et d'assistance SAPAA pour les bovins au Burkina Faso, (%), 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Statut d'échange pour l'année	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté
TNP observé au point de compétition	-25%	-15%	11%	4%	-14%	-12%	-7%	-16%	-23%
TNP ajusté au point de compétition	-30%	-20%	4%	-1%	-18%	-16%	-13%	-22%	-28%
TNP observé à la ferme	-43%	-50%	-39%	-33%	-30%	-32%	-18%	-20%	-19%
TNP ajusté à la ferme	-47%	-54%	-43%	-38%	-34%	-36%	-26%	-27%	-25%
TNA observé à la ferme	-43%	-50%	-39%	-33%	-30%	-32%	-18%	-20%	-19%
TNA ajusté à la ferme	-47%	-54%	-43%	-38%	-34%	-36%	-26%	-27%	-25%

Source: Calcul des auteurs en utilisant les données décrites ci-dessus.

Tableau 18. Écart de Développement des Marchés SAPAA pour les bovins au Burkina Faso, (FCFA/tonne et %), 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Statut d'échange pour l'année	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté	Exporté
Écart des coûts d'accès au point de compétition (ACGwh)	-14,625	-15,895	-17,962	-18,431	-17,776	-18,214	-27,448	-27,826	-27,940
Écart des coûts d'accès à la ferme (ACGfg)	-3,771	-3,699	-4,578	-5,501	-6,357	-6,405	-6,696	-7,613	-8,553
Écart de taux de change (EXRP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Écart de marché International (IMG)	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source: Calcul des auteurs en utilisant les données décrites ci-dessus.

5. RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION

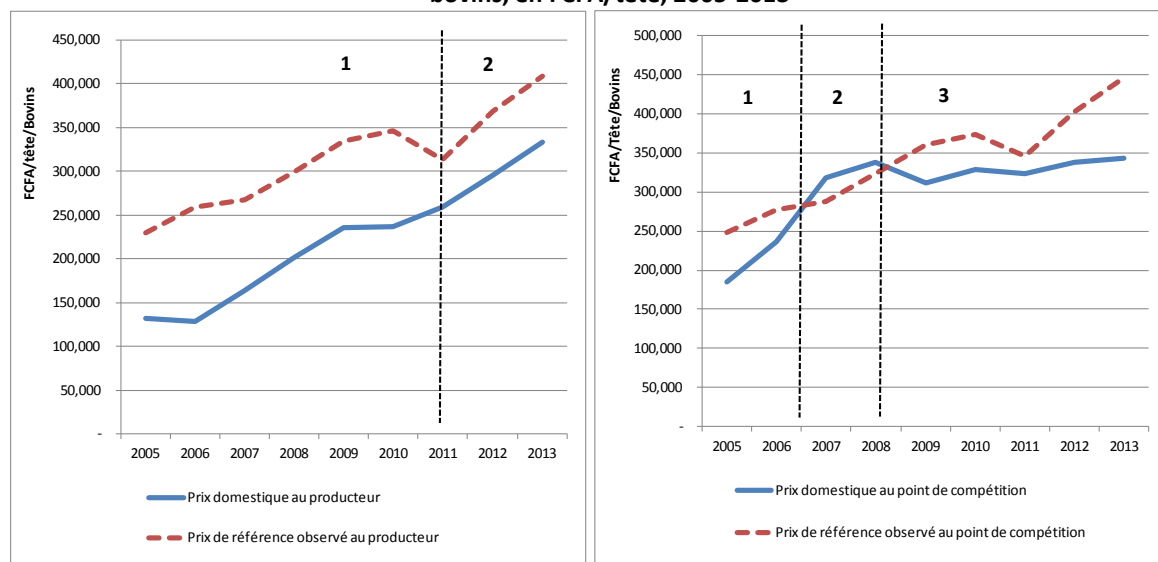
Cette étude a pour but de mesurer les incitations par les prix aux producteurs et autres agents de la filière. L'analyse est fondée sur la comparaison entre des prix domestiques observés et des prix de référence calculés. Les prix de référence sont construits à partir du prix international du produit à la frontière du pays.

Domaine observé

L'analyse SAPAA, dans le domaine des indicateurs dits "observés", permet de mesurer les incitations et les pénalisations par les prix reçues par les producteurs et les grossistes de bovins au Burkina Faso. Ces incitations ou pénalisations reflètent l'écart de prix positif ou négatif perçu par les grossistes et producteurs de bovins du fait de l'environnement des politiques en place au Burkina Faso. Ces politiques peuvent être explicites et/ou implicites : politiques commerciales, différentes formes de soutien des prix ou de taxation le long de la filière.

La Figure 11 ci-dessous présente le prix observé au producteur pour les bovins, comparé au prix de référence au producteur, ainsi que l'écart quantifié entre les deux prix. Le prix de référence est le prix que les producteurs de bovins auraient perçu en l'absence de distorsions de prix liées à l'environnement des politiques. Les producteurs de bovins du Burkina Faso ont connu deux périodes : (1) de 2005 à 2010, l'environnement des politiques a généré des prix bien en-dessous des prix de référence, avec un écart négatif de 106 198 FCFA par tête en moyenne (2) de 2011 à 2013, cet écart est demeuré important mais s'est réduit pour passer à 67 975 FCFA par tête en moyenne.

Figure 11. Prix observés et de références, et écarts de prix au producteur et au point de compétition pour les bovins, en FCFA/tête, 2005-2013



Source : MAFAP, 2014

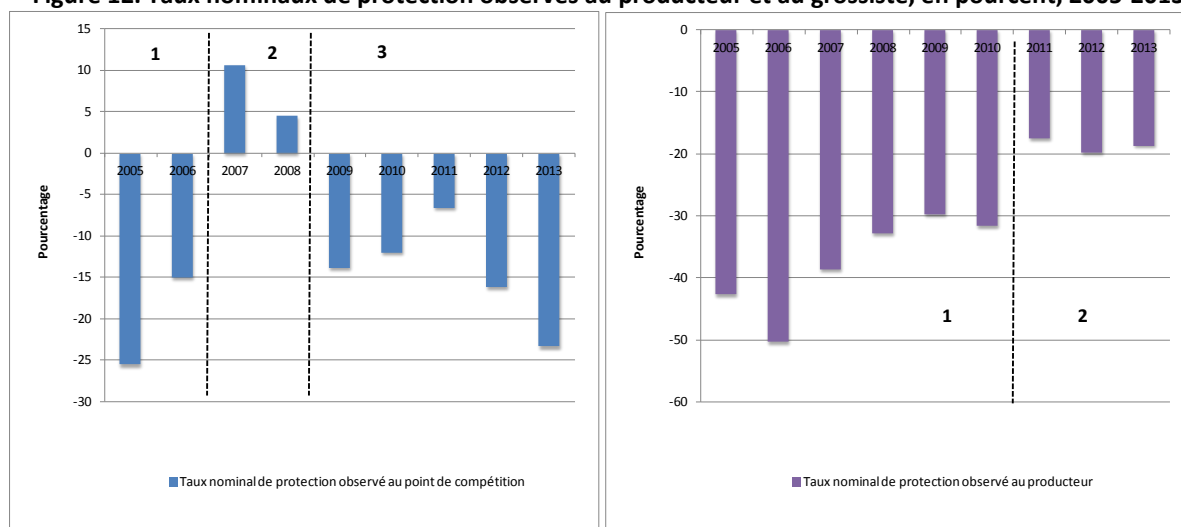
Les grossistes ont connu une situation différente des producteurs, caractérisée par trois périodes distinctes : (1) en 2005 et 2006, ils ont enregistré des prix plus bas que les prix de référence, avec une réduction de l'écart de prix négatif qui est passé de 63 067 FCFA/tête à 41 365 FCFA/tête ; (2) en 2007 et 2008, la tendance de réduction de l'écart négatif s'est confirmée, et les grossistes ont même obtenu des prix au-dessus des prix de référence avec des écarts positifs de 30 606 FCFA/tête et 14 515 FCFA/tête ; (3) de 2009 à 2013, les écarts ont de nouveau été négatifs, avec une moyenne de -57

828 FCFA/tête. Les prix perçus par les grossistes en 2013, en particulier, ont été très en-dessous des prix de référence, avec un écart négatif de 104 011 FCFA/tête.

Sur la période, l'environnement des politiques a donc fortement impacté (négativement) les prix des producteurs, ainsi que ceux des grossistes, hormis pour les années 2007 et 2008 pour ces derniers. Comparé aux prix de référence calculés à partir du prix FOB, les producteurs ont obtenu un « malus » de prix s'élevant à 93 590 FCFA/tête en moyenne sur la période. Ce « malus » s'est établi à 38 339 FCFA/tête pour les grossistes. Ce dernier chiffre suggère également que les acheteurs de bovins vifs à Pouytenga ont payé un prix nettement au-dessous de celui qu'ils auraient payé en l'absence de distorsions liées à l'environnement des politiques domestiques au Burkina Faso.

Bien que les écarts de prix permettent d'obtenir une appréciation des incitations par les prix en termes de valeurs monétaires, ils ne permettent pas d'analyser l'importance relative des distorsions sur les prix reçus par les grossistes et les producteurs. Il est en effet nécessaire de ramener les écarts de prix à leur valeur vis-à-vis du niveau des prix sur une année donnée. Les écarts de prix sont donc exprimés sous forme de taux nominaux de protection (TNP), c'est-à-dire le ratio de l'écart de prix sur le prix de référence au producteur ou au grossiste (Figure 12). Les TNP témoignent, tout comme les écarts de prix, des prix désincitatifs perçus par les producteurs et les grossistes durant l'ensemble de la période, hormis en 2007 et 2008 pour les grossistes.

Figure 12. Taux nominaux de protection observés au producteur et au grossiste, en pourcent, 2005-2013

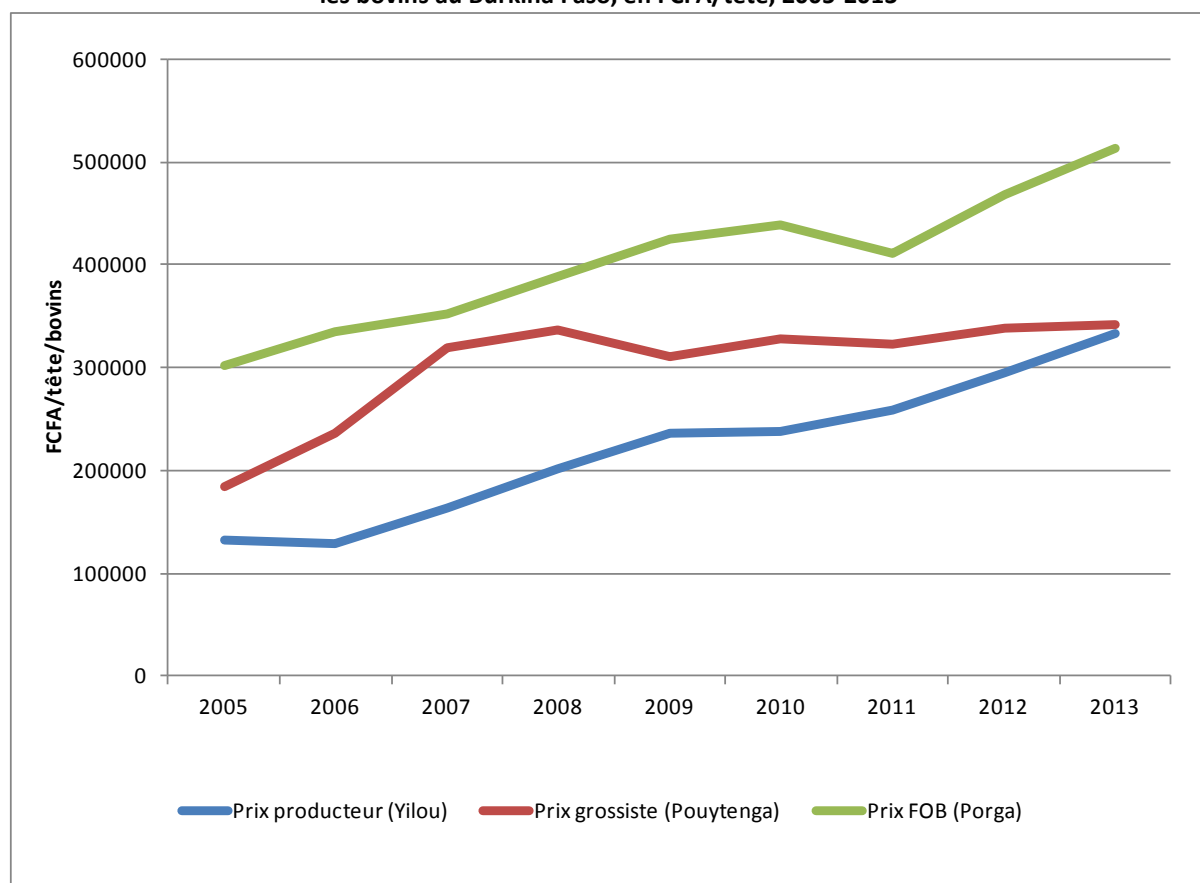


Source : MAFAP, 2014

Une combinaison de facteurs explicatifs peut être avancée pour expliquer les prix particulièrement bas pour les bovins au Burkina Faso. Il est tout d'abord remarqué que le prix au producteur pour les bovins à Yilou et le prix FOB à Porga, lui-même calculé par le SAPAA à partir du prix sur le marché de Lessa au Nigéria, sont remarquablement corrélés (Figure 13). Le coefficient de corrélation calculé entre les deux prix est ainsi de 0,97, exprimant un très fort lien positif entre le prix FOB et le prix producteur. Sans pouvoir le démontrer à ce stade de l'analyse, il est permis de considérer qu'il existe une connexion réelle entre les prix aux producteurs de Yilou et les prix à la frontière Burkina Faso-Bénin pour les bovins. Les prix particulièrement faibles reçus par les producteurs au regard des prix

de référence calculés à partir du prix FOB ne sont donc, à priori, pas explicables par une déconnexion du marché domestique vis-à-vis du marché régional⁶.

Figure 13. Comparaison des prix observés au producteur (Yilou), grossiste (Pouytenga) et FOB (Porga) pour les bovins au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2005-2013



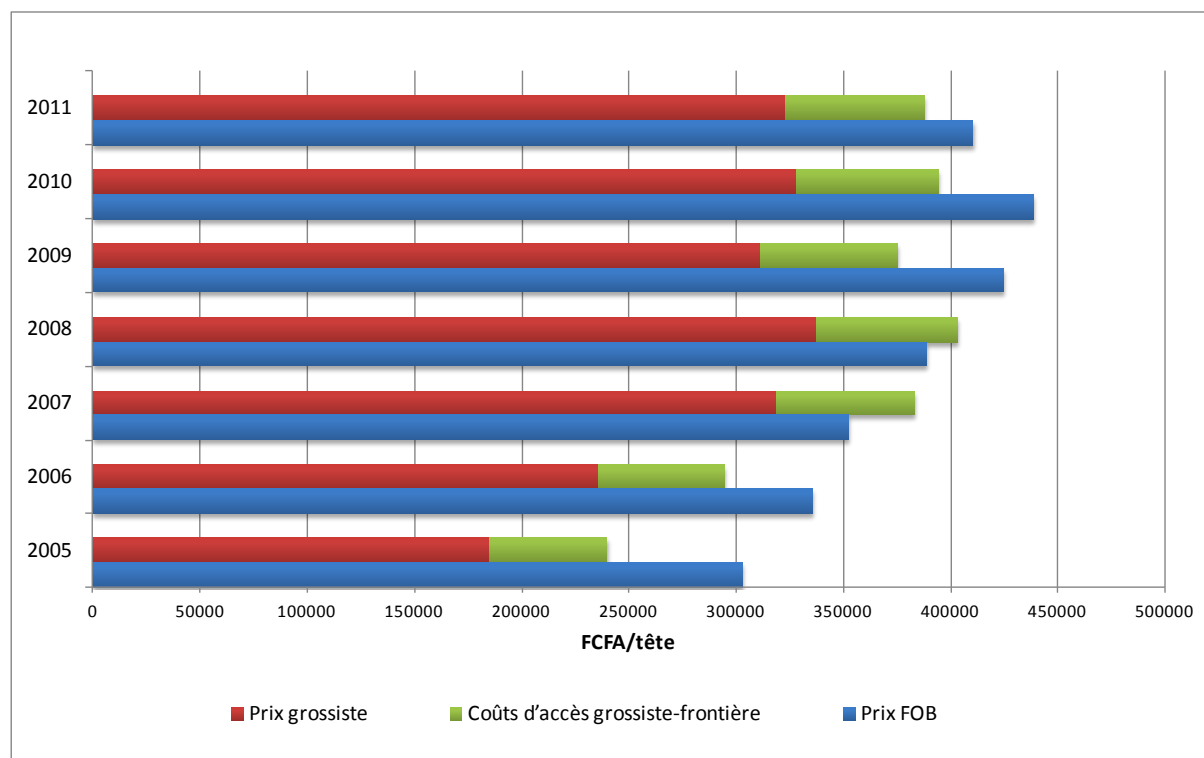
Source : MAFAP, 2014

De 2005 à 2011, on ne note pas non plus de politique commerciale ou de marché de nature à créer des prix désincitatifs pour les bovins. Les pénalisations enregistrées au niveau des producteurs, qui atteignent en moyenne -35 pourcent sur cette période, proviennent dès lors nécessairement de facteurs structurels : inadéquation de l'offre et de la demande d'une part, coûts de mise en marché excessifs et comportement rentiers de la part des grossistes qui tendent tous à tirer à la baisse le prix des animaux. Ce dernier point transparaît nettement : les TNP des grossistes sur la période 2005-2011 ont en effet atteint une moyenne de -8 pourcent, soit une différence de 27 pourcent avec ceux des producteurs. Les prix grossistes sont ainsi plutôt favorables sur cette période, comparés aux prix de référence. En 2007 et 2008, en particulier, la somme du prix grossiste à Pouytenga et des coûts d'accès jusqu'à la frontière a excédé le prix FOB, ce qui suggère que les exportateurs ont commercialisé le bétail à perte ces années-ci, et que les prix au marché de gros de Pouytenga ont donc été avantageux au regard des prix de référence à la frontière (voir Figure 14). Durant ces deux années, le SAPAA mesure logiquement des incitations par les prix pour les grossistes de Pouytenga, à

⁶ La forte proximité entre les prix producteur et grossiste en 2013 interroge. Ces données sont toutefois les prix collectés officiellement par le Système d'information sur le marché (SIM) de la Direction générale de la prévision des statistiques et de l'économie de l'élevage du ministère des Ressources Animales et Halieutiques.

hauteur de 11 pourcent et 4 pourcent, ce qui suggère que les exportateurs (qui sont les mêmes agents que les grossistes) ont vendu les bovins à un prix en leur défaveur.

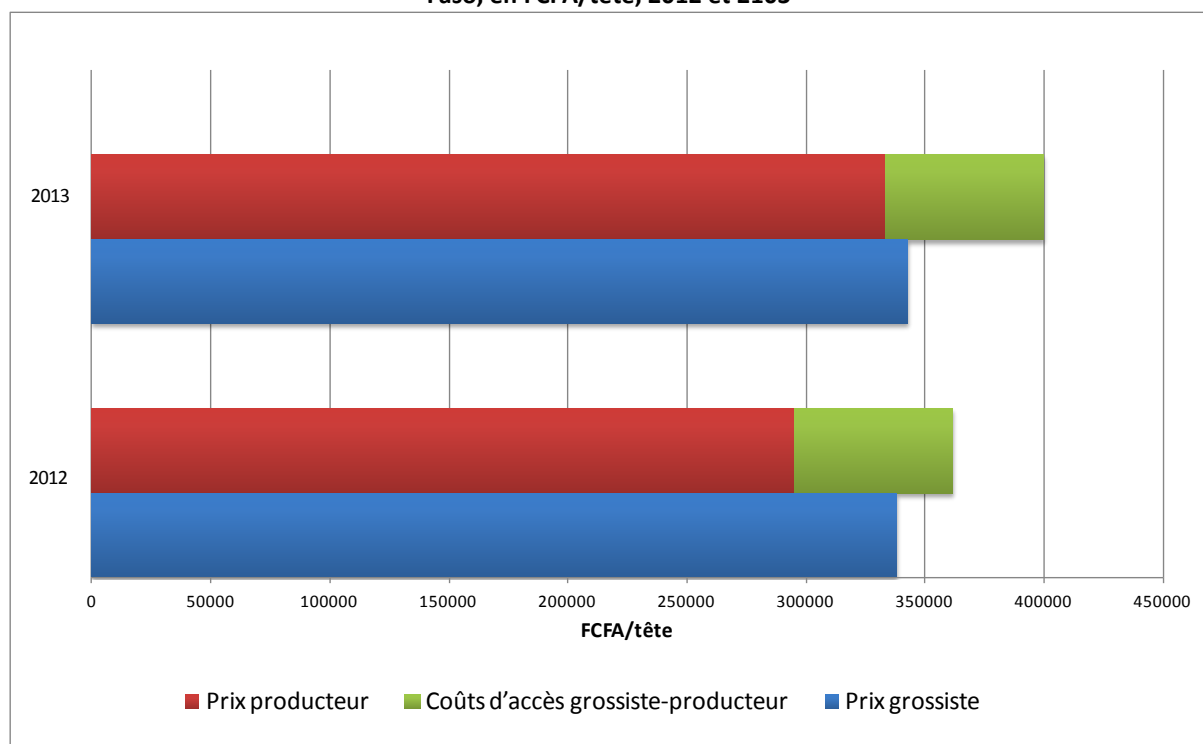
Figure 14. Prix grossiste, coûts d'accès du grossiste à la frontière et prix FOB pour les bovins au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2005-2011



Source : MAFAP, 2014

On observe un niveau de pénalisation grandissant en 2012 et 2013 comparé aux autres années. Le prix grossiste s'est éloigné du prix de référence (voir Figure 11), en toute logique étant donné que le marché de Pouytenga relie directement les exportateurs au marché domestique. Ainsi le prix FOB a augmenté de 22,6 pourcent en 2012, tandis que le prix aux grossistes a connu une légère hausse de 4 pourcent la même année. L'année suivante, le prix FOB a encore connu une hausse de 14,9 pourcent, bien supérieure à la croissance de 1,3 pourcent du prix grossiste. En revanche, les prix observés aux producteurs se sont rapprochés des prix de référence aux producteurs durant 2012 et 2013, avec des TNP de -20 et -19 pourcent – nettement moins faible que le TNP moyen pour les années 2005-2010, qui est de -38 pourcent. Il est, de la sorte, observé une hausse des prix producteurs de 14,2 pourcent en 2012 et de 12,7 pourcent en 2013. Les prix producteurs, en 2012 et surtout en 2013, ont été très proches des prix grossistes, à tel point que ces derniers semblent avoir acheté à perte aux producteurs (Figure 13).

Figure 15. Prix grossiste, coûts d'accès du grossiste au producteur et prix grossiste pour les bovins au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2012 et 2103



Source : MAFAP, 2014

Il est inhabituel que les prix aux producteurs suivent des prix FOB à la hausse alors que ceux des grossistes demeurent stagnants. Cette situation s'explique en partie par le fait que les grossistes de Pouytenga s'approvisionnent aussi dans d'autres marchés de production que celui de Yilou, qui auraient certainement des prix différents (plus élevés peut être que les prix de Yilou). Par ailleurs, le marché de Yilou est de plus en plus un point de convergence des bovins en provenance des régions du Sahel et du Nord, avec une plus grande affluence depuis les dernières années des acheteurs grossistes et chevillards venant de Ouagadougou, en plus des acheteurs grossistes habituels venant du marché de Pouytenga. L'offre de bovins s'est donc contractée ces deux dernières années, par rapport à la demande grandissante, poussant à la hausse les prix producteur à Yilou.

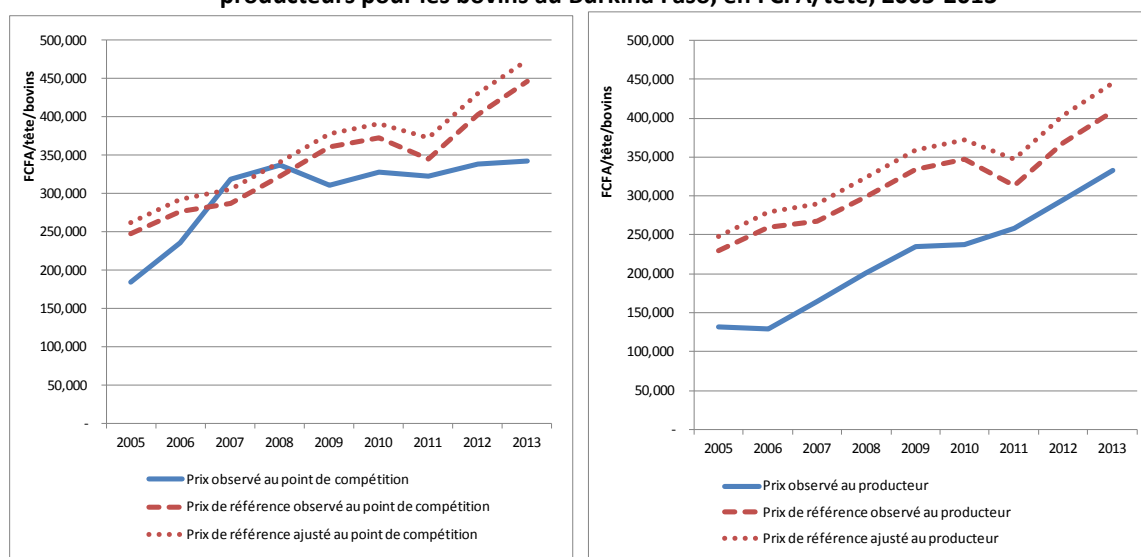
En dépit de la réduction des pénalisations par les prix pour les producteurs en 2012 et 2013, celles-ci sont restées proches de 20 pourcent. Les politiques de soutien aux intrants du gouvernement, à savoir la vente à prix réduits d'aliments pour le bétail, n'ont donc pas été associées à un niveau de prix qui incite les producteurs à développer leur production de bovins et à commercialiser leur bétail.

Domaine ajusté

Dans le domaine ajusté, le SAPAA calcule des prix de référence qui sont ceux qu'auraient dû recevoir les producteurs en l'absence de distorsions de politiques et avec de bonnes performances de marché, mais aussi dans le cas d'une filière plus efficiente. La Figure 16 ci-dessous compare les prix domestiques observés (collectés sur les marchés), les prix de référence observés (commentés précédemment) et les prix de référence ajustés. Les prix de référence ajustés sont systématiquement plus élevés que les prix de référence observés : le prix de référence que devraient percevoir les agents de la filière, en l'absence de distorsions, est en effet plus élevé lorsqu'on considère dans son

calcul l'impact qu'aurait une suppression des marges excessives, des taxes illégales et des surcoûts de transport.

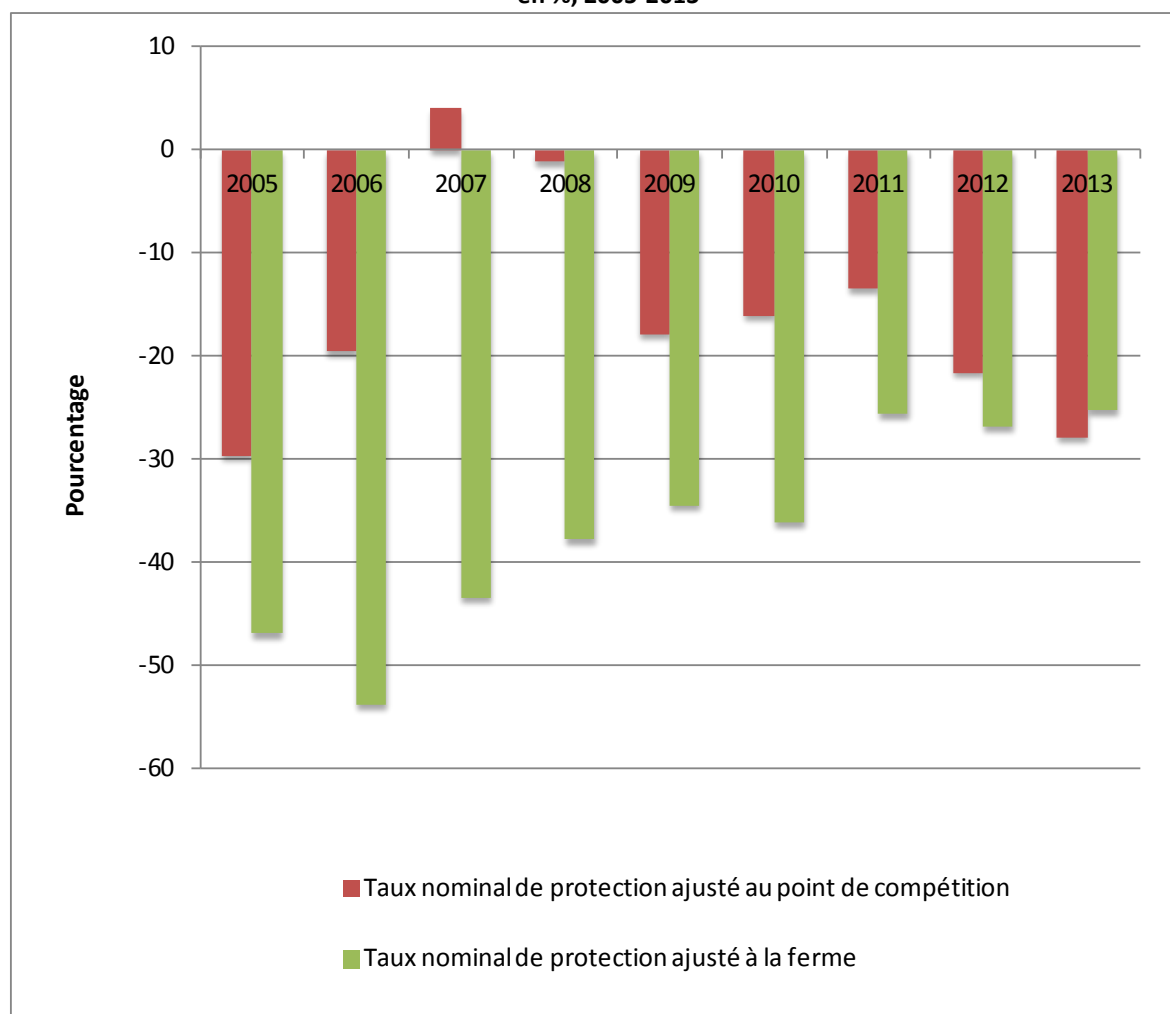
Figure 16. Prix de référence observés et ajustés, et prix domestiques observés, pour les grossistes et les producteurs pour les bovins au Burkina Faso, en FCFA/tête, 2005-2013



Source : MAFAP, 2014

Les prix observés, effectivement reçus par les producteurs sur l'ensemble de la période, ont été encore plus éloignés des prix ajustés, c'est-à-dire ceux qu'ils auraient pu recevoir dans un environnement politique qui ne distorde pas les prix et dans le cas d'une filière efficiente. Les producteurs ont donc logiquement obtenu des pénalisations encore plus importantes dans le domaine ajusté qu'observé. Le TNP ajusté moyen est de -37 pourcent, soit 6 points plus négatif que le TNP observé moyen. Le même cas de figure peut être constaté pour les grossistes, avec un TNP ajusté moyen de -16 pourcent, tandis que le TNP observé moyen est de -11 pourcent (Figure 17).

Figure 17. Taux nominaux de protection ajustés à la ferme et au grossiste pour les bovins au Burkina Faso, en %, 2005-2013



Source : MAFAP, 2014

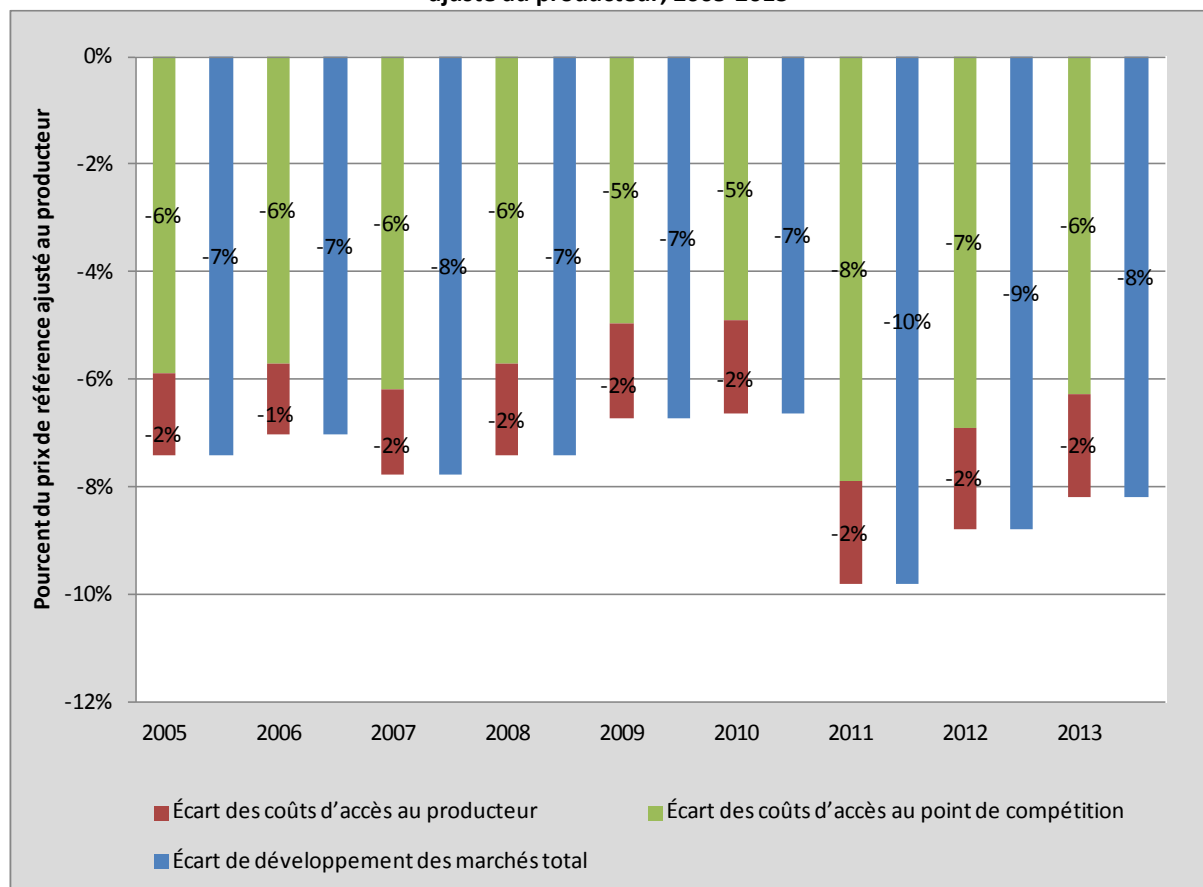
Les producteurs de bovins de Yilou pourraient ainsi obtenir des prix un peu moins pénalisants si les inefficiences dans la filière étaient supprimées, la somme supplémentaire qu'ils pourraient obtenir étant matérialisée par l'écart entre le prix de référence observé et le prix de référence ajusté.

L'ensemble des distorsions de prix et de marché qui composent cet écart sont résumées dans l'Écart de Développement des Marchés (EDM). Cet indicateur calcule le manque à gagner - ou le gain - pour l'ensemble de la société, attribuable aux inefficiences de marché. Ce manque à gagner –ou gain– est réparti entre les différents acteurs dont les producteurs, les grossistes et le gouvernement. En termes absolus, la société dans son ensemble a perdu en moyenne 26 100 FCFA/tonne chaque année entre 2005 et 2013, du fait des marges excessives, coûts de transport trop élevés et taxes illicites relevés sur les segments Hamélé/Koloko-Pouytenga et Pouytenga-Yilou. Cette perte est davantage ressentie par les grossistes puisqu'en moyenne, plus des trois quart (environ 78 pourcent) sont enregistrés entre Hamélé ou Koloko et Pouytenga, certainement en raison de la distance relativement plus grande comparé au segment Pouytenga-Yilou.

Au niveau relatif, la Figure 18 ci-dessous révèle un écart de développement des marchés total (barre bleue) très stable, évoluant entre -7 et -10 pourcent sur la période, avec une moyenne de -8 pourcent. L'EDM est avant tout composé de l'écart des coûts d'accès au point de compétition qui

représente -6 pourcent en moyenne, alors que l'écart des coûts d'accès au producteur est de -2 pourcent en moyenne. Ceci s'explique par les frais informels élevés déterminés par le SAPAA sur le segment Pouytenga-Porga, estimés à 10 000 FCFA/tête de bétail. Les coûts d'accès ajustés entre Pouytenga et Porga, qui ne prennent pas en compte ces frais jugés inefficients, sont donc notoirement plus bas que les coûts d'accès observés sur le même segment, d'où l'EDM élevé. On enregistre des frais illicites et des marges excessives moindres entre Pouytenga et Yilou, de par la proximité plus importante de ces deux points sur l'axe de commercialisation.

Figure 18. Écart de développement des marchés pour les bovins au Burkina Faso, en % du prix de référence ajusté au producteur, 2005-2013



Source : MAFAP, 2014

Taux nominaux d'assistance

La méthodologie SAPAA permet également de calculer des taux nominaux d'assistance, qui évaluent de manière plus holistique le soutien fourni aux producteurs. Effectivement, si les taux nominaux de protection sont un indicateur de mesure du soutien par les prix dont bénéficient les producteurs, les taux nominaux d'assistance incluent également le soutien par les transferts budgétaires. Les données sur les transferts budgétaires utilisées dans cette analyse sont issues de la base de données établie et mise à jour par le SAPAA, couvrant la période 2005-2013.

L'analyse utilise ici les données de dépenses publiques établies par le SAPAA pour calculer les taux nominaux d'assistance (voir Tableau 19). Le niveau de soutien budgétaire à la filière bovine est extrêmement faible au Burkina Faso, en particulier lorsqu'on le compare à l'importance de la filière

en termes de volume de production. Ainsi, les dépenses exclusivement en soutien aux bovins ont représenté, de 2006 à 2013, une somme n'excédant pas 74 FCFA par tête produite (SAPAA, 2014).

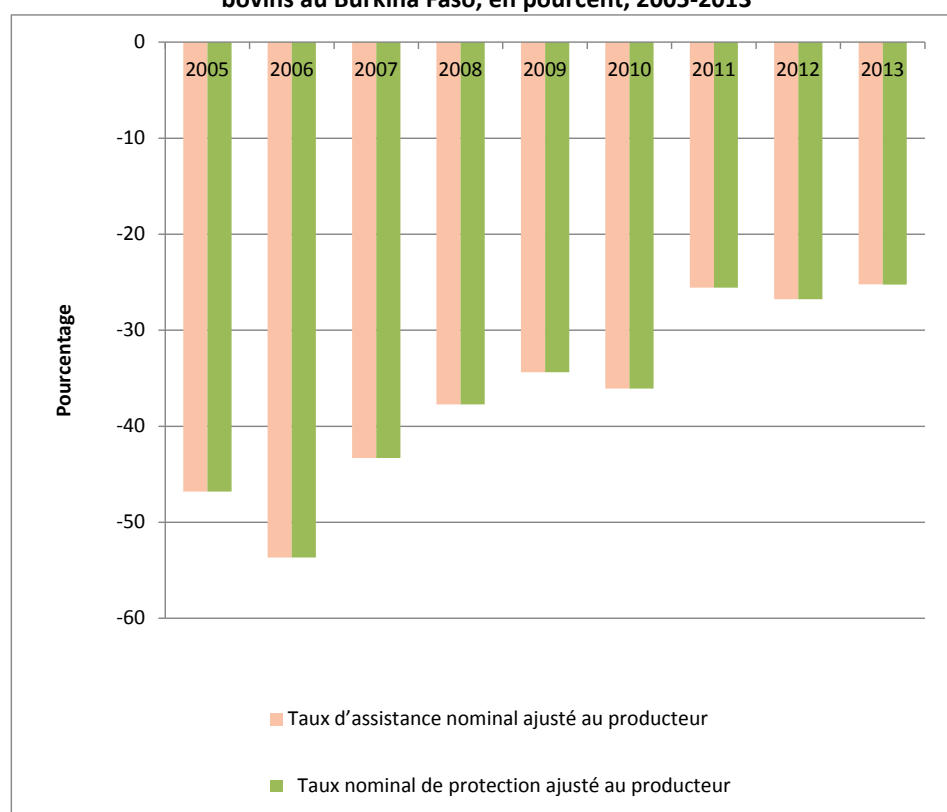
Tableau 19. Soutien budgétaire ciblant les bovins et le bétail, et soutien par les prix pour les bovins (écart de prix ajusté), en FCFA/tête, 2005-2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Soutien budgétaire aux bovins⁷	NA	47	10	5	1	2	5	74	28
Soutien par les prix (écart de prix ajusté)	-116,189	-149,598	-125,476	-121,890	-123,262	-133,986	-88,889	-108,085	-112,425

Source : MAFAP, 2014

Ainsi, le taux nominal d'assistance⁸ (Figure 19), même en prenant en compte le soutien au bétail, demeure presque identique au taux nominal de protection. Sur la période analysée ce sont bien les prix, et pas les transferts budgétaires, qui ont constitué la quasi-totalité des incitations à produire dans la filière (hors incitations de nature non-monnaire).

Figure 19. Taux nominal d'assistance ajusté et taux nominal de protection ajusté au producteur pour les bovins au Burkina Faso, en pourcent, 2005-2013



Source : SAPAA, 2014

⁷ Le soutien budgétaire par tête de bovins a été obtenu en divisant le total des subventions destinées aux bovins tirées de la revue des dépenses publiques SAPAA, par la production totale de bovins tirée de la base de données FAOSTAT.

⁸ Somme de l'écart de prix et du soutien budgétaire rapportée au prix de référence.

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'analyse SAPAA révèle que les producteurs de bovins de Yilou (insérés dans un circuit représentatif de flux volumineux au Burkina Faso : éleveurs → marché de Pouytenga → exportation à destination du Nigéria), ont perçu des prix inférieurs aux prix de référence à la frontière du Bénin, le principal pays de transit pour les exportations de bovins du Burkina Faso vers le Nigéria. Les producteurs n'ont donc reçu, de 2005 à 2013, aucune incitation par les prix à développer la production commerciale de bovins, au contraire. Les grossistes de Pouytenga ont en effet offert des prix peu rémunérateurs à ces derniers de 2005 à 2011. Ils ont également vendu les animaux aux exportateurs à des prix tantôt à leur défaveur (2005-2006 et 2009-2013), tantôt à la défaveur des exportateurs (2007-2008). Ces prix peu rémunérateurs combinés à l'aspect prestigieux de la détention d'animaux (bovins surtout), peuvent en effet expliquer le fait que seulement 2,5 pourcent des bovins soient commercialisés au Burkina. De 2011 à 2013, on assiste néanmoins à un réajustement des prix dans la filière, avec un niveau de pénalisation par les prix qui diminue pour les producteurs, et qui augmente pour les grossistes. Il apparaît que des changements ont eu lieu dans la structure de la filière et/ou dans l'alignement de l'offre et de la demande au niveau de Yilou, qui ont mené à un rééquilibrage des prix producteurs et grossistes en faveur des producteurs. Des analyses plus poussées sur les dynamiques de prix sur l'axe Yilou-Pouytenga-Porga seraient nécessaires pour mieux comprendre ce changement. Il est également à noter que les transferts budgétaires en faveur de la filière bovine, y compris lorsque sont comptabilisées les subventions au bétail dans son ensemble, ont eu un effet de soutien à la production modique, comparé aux pénalisations qu'ont représentées les distorsions de prix. Les acteurs sont d'autant plus pénalisés par les inefficiences du marché, caractérisées par des surcoûts enregistrés tout au long de la filière (segments frontière—grossiste et grossiste-producteurs). Une amélioration de l'environnement commercial à travers la construction ou la réhabilitation des infrastructures routières ainsi que la réduction des marges excessives et des frais informels, réduiraient le niveau de pénalisation des acteurs.

Le Tableau 20 ci-dessous présente les principaux facteurs explicatifs, conjoncturels et structurels, de l'effet mesuré de l'environnement des politiques sur les prix des bovins au Burkina Faso.

Tableau 20. Facteurs explicatifs des incitations et pénalisations des bovins au Burkina Faso, 2005-2013

Période	Effet des politiques sur les prix	Facteur explicatif	
		Conjoncturel	Structurel
2005-2010	Fortes pénalisations pour les producteurs, légères pénalisations et incitations selon les années pour les grossistes		Inefficiences dans la commercialisation des bovins : taxes illicites le long de l'axe Yilou-Pouytenga-Porga, marges excessives, intermédiaires. Pouvoir de marché relativement élevé des grossistes vis-à-vis des producteurs.
2011-2013	Pénalisations plus légères pour les producteurs, plus fortes pour les grossistes, par rapport à la situation antérieure	Choc d'offre sur le marché de Yilou qui resserre les écarts entre les prix producteurs et grossistes.	Inefficiences dans la commercialisation des bovins : taxes illicites le long de l'axe Yilou-Pouytenga-Porga, marges excessives, intermédiaires. Développement du marché de Yilou qui devient de plus en plus un carrefour pour les grossistes. Plus forte proximité entre les prix producteurs et les prix à la frontière.

Source : MAFAP, 2014

Sur la base de l'analyse SAPAA, les recommandations suivantes peuvent être formulées à l'endroit des décideurs :

- 1) Améliorer l'organisation de la filière pour une répartition efficiente des prix producteurs, grossistes et FOB
 - Poursuivre les efforts menés pour la mise en place d'associations d'exportateurs et d'une interprofession de la filière, les structures ayant été mises en place peinant à fonctionner pleinement. Une organisation plus rationnelle de la filière permettrait une meilleure transmission des prix régionaux, les exportateurs, grossistes et producteurs étant tour à tour perdants dans la structure actuelle, avec un désavantage particulièrement marqué pour les producteurs.
- 2) Augmenter les efforts budgétaires en soutien à la production et commercialisation des bovins
 - Prendre conscience que les montants budgétaires en soutien à la production de bovins demeurent insuffisants pour développer durablement la production, en particulier du fait des prix peu rémunérateurs qui prévalent dans la filière.
 - Augmenter le soutien aux infrastructures de mise en marché (pistes, puits, marchés) pour rationaliser le nombre d'intermédiaires et soutenir la diminution des coûts de transport, de manutention et de commercialisation et l'amélioration du niveau des prix tant pour les producteurs que pour les grossistes et les exportateurs.
- 3) Mettre en place des politiques de soutien à l'exportation tout en développant la demande intérieure
 - Lutter contre les frais illicites le long des corridors d'exportation.
 - Soutenir en parallèle la transformation intérieure de bovins en viande en développant les grands abattoirs, afin d'offrir des alternatives à l'exportation pour les commerçants grossistes.
- 4) Renforcer le système d'information des marchés sur le bétail

Considérer qu'en l'absence de suivi fiable et régulier des prix sur les différents marchés à bétail, il est difficile de comprendre les dynamiques de marché pour cette filière particulièrement complexe.

LIMITES

La principale limite réside dans le fait que certaines des données utilisées pour le calcul des différents indicateurs sont non officielles en dépit des efforts fournis pour utiliser des données provenant de sources officielles. Le développement de la collecte des données nécessaires à ce type d'analyse par les agences gouvernementales est donc à encourager, en complément des données qui sont déjà régulièrement collectées au Burkina Faso. Par ailleurs, les résultats obtenus ne concernent que le bétail exporté provenant de la zone de production de Yilou et ne sauraient être étendus à l'ensemble du territoire sans vérifications et analyses complémentaires même si une grande partie de la production nationale emprunte le type de circuit qui a été analysé (marché de gros et export).

BESOINS EN RECHERCHE APPROFONDIE

La destination des bovins d'exportation est certes prioritairement le Nigéria, mais il serait intéressant de mener l'analyse sur le trajet vers d'autres destinations notamment le Ghana et la Cote d'Ivoire, afin de dégager un avantage comparatif pour les exportateurs suivant les destinations.

BIBLIOGRAPHIE

Direction Générale des Prévisions et des Statistiques de l'Elevage, (2011), Statistiques du secteur de l'élevage 2011.

Direction Générale des prévisions et des Statistiques de l'élevage, (2008), Les statistiques du secteur de l'élevage au Burkina Faso.

Guibert B., Banzhaf M et al (2009), Etude régionale sur les contextes de la commercialisation du bétail/accès aux marchés et défis d'amélioration des conditions de vie des communautés pastorales, Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement/Organisation Néerlandaise du Développement, 2009.

Institut National de la Statistique et de la Démographie (2010), Situation du Commerce Extérieur du Burkina Faso en 2009.

Kagoné, H. (2001), Profil fourrager, Ministère des Ressources Animales/FAO, 2001.

Ministère des Ressources Animales, (2004), Document National Initiative, Elevage, Pauvreté et Croissance (IEPC, 2004).

Ministère des Ressources Animales, (2009), Document National Initiative, Elevage, Pauvreté et Croissance (IEPC, 2009).

Ministère des Ressources Animales, (2010), Politique Nationale de Développement Durable de l'Elevage (PNDEL, 2010).

Ministère des Ressources Animales, Rapports annuels d'activité 2011 à 2013.

ONUDI, Mai 2012, Rapport de pré diagnostic des filières Bétail – Viande et sésame.

Programme d'Appui aux Filières Agro Sylvo Pastorales, (2011), Analyse des chaines de valeur ajoutée des filières agro-sylvo-pastorales : bétail/viande, volaille, oignon et mangue.

Programme national du secteur rural (PNSR) 2010-2015 version final.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture